

Art. 3. Le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juin 2023.

Pour le Gouvernement de la Communauté française.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/43042]

15 JUNI 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het aantal attesten voor de toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus in de diergeneeskundige wetenschappen afgeleverd door de universiteit aan het einde van het academiejaar 2023-2024.

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 13 juli 2016 betreffende de studies in diergeneeskunde, artikel 5, § 2, eerste lid ;

Overwegende het advies nr. 60.041/2/V van de Raad van State, uitgebracht op 25 augustus 2016, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, aan het einde waarvan hij zich onbevoegd acht een advies uit te brengen aangezien het ontwerp van besluit het aantal attesten per instelling vaststelt volgens de berekeningsregels die limitatief door de decreetgever worden vastgesteld;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 5, § 2, van het decreet van 13 juli 2016 betreffende de studie in de diergeneeskundige wetenschappen, wordt het aantal attesten voor de toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus in de diergeneeskundige wetenschappen, die aan het einde van het academiejaar 2023-2024 worden uitgereikt, als volgt verdeeld:

1° Université de Liège : 93 ;

2° Université catholique de Louvain : 52 ;

3° Université libre de Bruxelles : 41 ;

4° Université de Namur : 90.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking voor het academiejaar 2023-2024.

Art. 3. De Minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 juni 2023.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/44651]

17 MARS 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux communautés d'énergie et au partage d'énergie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, modifié par le décret du 5 mai 2022, les articles 2, 2^oquinquies, 2^osexies et 2^ononies, 35octies, § 7, 35nonies, §§ 1^{er} et 2, 35duodecies, 35terdecies, §§ 1^{er} et 2, 35quaterdecies, § 3, 35quindecies et 39 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération ;

Vu le rapport du 7 juin 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la concertation du 3 février 2022 des gestionnaires de réseaux de distribution sur la proposition de la CWaPE reprise dans son avis susvisé concernant les modalités visées à l'article 35octies, § 7, alinéa 2, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ;

Vu l'avis n° CD-22h25-CWaPE-0912 de la Commission wallonne pour l'Energie, donné le 25 août 2022 ;

Vu l'avis 174/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 9 septembre 2022 ;

Vu l'avis 72.677/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 janvier 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du pôle "Energie", donné le 27 juillet 2022 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et la Directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la Directive 2012/27/UE.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o « décret du 12 avril 2001 » : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ;

2^o « représentant de la communauté d'énergie » : la personne dûment habilitée par une communauté d'énergie pour la représenter dans le cadre de la procédure de notification, visée à l'article 35^{terdecies} du décret du 12 avril 2001, ou dans le cadre de la procédure d'autorisation, visée à l'article 35^{quaterdecies}, § 3, du même décret ;

3^o « représentant désigné » : la personne dûment habilitée par les clients actifs agissant collectivement au sein d'un même bâtiment pour les représenter dans le cadre des missions relatives au partage d'énergie, visées à l'article 35^{nonies} du décret du 12 avril 2001 ;

4^o « jour ouvrable » : tout jour, à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés légaux ;

5^o « installation de production » : une installation telle que définie par l'article 2, 30^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération.

Art. 3. § 1^{er}. Pour l'application des dispositions du décret du 12 avril 2001, le bâtiment, visé à l'article 2, 2^o*nonies*, du même décret, correspond soit :

1^o à une construction immobilière fixe, couverte et fermée comportant au moins deux parties destinées à être utilisées de manière autonome ;

2^o à plusieurs constructions immobilières fixes, couvertes et fermées relevant d'une même copropriété.

§ 2. Les annexes telles que les garages, les jardins et les parkings ainsi que les terrains font partie intégrante du bâtiment défini au paragraphe 1^{er} à condition que, soit :

1^o ils se trouvent sur la même parcelle cadastrale que le bâtiment défini au paragraphe 1^{er} ;

2^o ils respectent l'ensemble des conditions suivantes :

a) ils présentent un lien ou un accès commun avec le bâtiment défini au paragraphe 1^{er} ;

b) ils sont complémentaires ou accessoires à l'affectation urbanistique principale du bâtiment défini au paragraphe 1^{er}.

Art. 4. Pour l'application des dispositions du décret du 12 avril 2001, les autorités locales visées à l'article 2, 2^o*quinquies*, b), deuxième tiret et 2^o*sexies*, b), deuxième tiret, du même décret sont :

1^o toute personne morale de droit public visée à l'article L3111-1, § 1^{er}, 1^o à 7^o, 9^o et 10^o, et § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

2^o les centres publics d'action sociale ;

3^o les associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale ;

4^o les sociétés de logement de service public ;

5^o les communes de la région de langue allemande et la ville de Comines-Warneton ;

6^o les zones de police des communes de la région de langue allemande et la zone de police de la ville de Comines-Warneton ;

7^o les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus et les fabriques d'églises situés sur le territoire de la région de langue allemande ;

8^o les établissements chargés de la gestion des intérêts de la communauté philosophique non confessionnelle situés sur le territoire de la Région wallonne ;

9^o les zones de secours composées uniquement de communes de la région de langue allemande ;

10^o les établissements de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, ordinaires et spécialisés, organisés ou subventionnés par la Communauté française, la Communauté flamande ou la Communauté germanophone, situés sur le territoire de la Région wallonne ;

11^o les établissements visés aux articles 10 à 13 du décret de la Communauté française du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, situés sur le territoire de la Région wallonne ;

12^o les établissements visés aux articles II.2 et II.3 du Code flamand de l'Enseignement supérieur, situés sur le territoire de la Région wallonne ;

13^o la haute école visée par le décret spécial de la Communauté germanophone du 21 février 2005 portant création d'une haute école autonome, située sur le territoire de la Région wallonne ;

14^o toute personne morale contrôlée par les entités visées aux 1^o à 13^o.

Concernant le 14°, les conditions suivantes s'appliquent :

1° les entités membres de la personne morale autres que celles visées aux 1° à 13° ne sont pas des entreprises dont l'activité commerciale ou professionnelle principale est la participation dans une ou plusieurs communautés d'énergie et, en ce qui concerne les communautés d'énergie citoyennes, dont le principal domaine d'activité économique est le secteur de l'énergie ;

2° le contrôle est présumé lorsque les entités visées aux 1° à 13° détiennent, seule ou conjointement, plus de cinquante pourcents des droits de vote de la personne morale. Les entités visées aux 1° à 13° détiennent ces droits de vote directement ou par l'intermédiaire d'une ou plusieurs personnes morales dont plus de cinquante pourcents des droits de vote, de chacune de ces personnes morales, sont détenus, seul ou conjointement, par les entités visées aux 1° à 13°.

Art. 5. La preuve de la renonciation à l'application du régime de compensation annuelle, visée à l'article 35octies, § 7, alinéa 2, du décret du 12 avril 2001, prend la forme d'une déclaration sur l'honneur du client actif pour le point d'accès concerné.

CHAPITRE 2. — *Activité de partage d'énergie au sein d'un même bâtiment*

Art. 6. § 1^{er}. Toute clé de répartition applicable à l'électricité partagée visée à l'article 35nonies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7°, b), du décret du 12 avril 2001 qui fait partie de la liste de clés de répartition standards visée à l'article 35sexdecies, § 2, alinéa 3, du même décret est acceptée par le gestionnaire de réseau.

Dans le cas où la clé de répartition souhaitée ne fait pas partie de la liste de clés de répartition standards visée à l'article 35sexdecies, § 2, alinéa 3, du décret du 12 avril 2001 :

1° si la clé de répartition peut techniquement être mise en œuvre à un coût raisonnable, le gestionnaire de réseau informe le représentant désigné du délai nécessaire à sa mise en œuvre et lui propose une clé de répartition alternative qui se rapproche le plus de celle souhaitée ;

2° si la clé de répartition n'est techniquement pas applicable ou applicable à un coût manifestement déraisonnable, le gestionnaire de réseau informe le représentant désigné des raisons de l'impossibilité de développer la clé souhaitée et lui propose une clé de répartition alternative qui se rapproche le plus de celle souhaitée.

Concernant le 2°, le gestionnaire de réseau en informe la CWaPE selon les modalités que celle-ci détermine.

§ 2. En plus des informations visées à l'article 35nonies, § 2, alinéa 4, du décret du 12 avril 2001, le formulaire de notification, visé au même paragraphe, alinéas 2 et 3, comprend la preuve de la renonciation à l'application du tarif social pour la part d'électricité consommée provenant du partage d'énergie pour les points d'accès concernés et la preuve de l'habilitation donnée au représentant désigné.

Outre les données à caractère personnel identifiées dans l'article 35nonies, § 2, du décret du 12 avril 2001 et dans le présent article, le formulaire peut également contenir des informations à caractère non personnel nécessaires à l'instruction du dossier.

Le formulaire reprend également :

1° la liste des documents à y joindre ;

2° les informations relatives au traitement des données à caractère personnel telles que visées à l'article 35nonies, § 3, du décret du 12 avril 2001.

La date de mise en service des installations de production visée à l'article 35nonies, § 2, alinéa 4, du décret du 12 avril 2001, est la date de mise en usage, telle que prévue dans le Livre 1 sur les installations électriques à basse tension et à très basse tension et le livre 2 sur les installations électriques à haute tension du Règlement général sur les installations électriques, établi par l'arrêté royal du 8 septembre 2019.

Art. 7. § 1^{er}. Le formulaire de notification d'une activité de partage d'énergie, visé à l'article 35nonies, § 2, alinéas 2 et 3, du décret du 12 avril 2001 est transmis par tout moyen de communication ayant valeur probatoire par le représentant désigné au gestionnaire de réseau auquel le bâtiment concerné est raccordé.

Le représentant désigné joint au formulaire tous les documents et informations qui y sont requis.

§ 2. Dans les dix jours ouvrables de la réception de la notification, visée au paragraphe 1^{er}, le gestionnaire de réseau concerné vérifie qu'il est en possession de tous les documents et informations nécessaires à l'examen du respect des conditions liées à l'activité de partage d'énergie visées à l'article 35nonies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 6°, du décret du 12 avril 2001 et :

1° si la notification est complète, envoie, par courrier ou par voie électronique, un accusé de réception actant le caractère complet de la notification au représentant désigné ;

2° si la notification est incomplète, envoie, par tout moyen de communication ayant valeur probatoire, un accusé de réception actant le caractère incomplet de la notification au représentant désigné en précisant les informations ou les documents manquants et en l'invitant à compléter la notification par voie électronique.

Dans les dix jours ouvrables de la réception par le gestionnaire de réseau des compléments, ce dernier envoie un accusé de réception conformément à l'alinéa 1^{er}.

Si le représentant désigné ne communique pas les informations ou les documents manquants dans les six mois de la réception de de l'accusé de réception initial actant le caractère incomplet de la notification, la notification est caduque.

§ 3. Dans les vingt jours ouvrables de l'envoi de l'accusé de réception actant le caractère complet de la notification, le gestionnaire de réseau concerné vérifie le respect des conditions visées à l'article 35nonies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 6°, du décret du 12 avril 2001 et :

1° si toutes les conditions sont respectées et que la clé de répartition fait partie de la liste des clés de répartition standards visée à l'article 35sexdecies, § 2, alinéa 3, du même décret, envoie, par courrier, au représentant désigné une proposition de la convention visée à l'article 35nonies, § 2, alinéa 6, du même décret ;

2° si toutes les conditions sont respectées mais que la clé de répartition demandée ne fait pas partie de la liste des clés de répartition standards visée à l'article 35sexdecies, § 2, alinéa 3, du même décret, informe, par tout moyen de communication ayant valeur probatoire, le représentant désigné soit du délai de mise en œuvre, soit des motifs de non-approbation de la clé de répartition demandée et lui propose une clé de répartition alternative conformément à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 2, et l'invite à faire valoir ses observations endéans les deux mois suivant la réception de cette invitation ;

3° si les conditions ne sont pas toutes respectées, informe, par tout moyen de communication ayant valeur probatoire, le représentant désigné des non-conformités constatées et l'invite à faire valoir ses observations ou à adapter la notification endéans les deux mois suivant la réception de cette invitation.

Dès la réception des observations ou des adaptations par le gestionnaire de réseau concerné, la procédure recommence selon les modalités prévues au présent paragraphe.

Sans préjudice du paragraphe 4, la notification est déclarée caduque, par tout moyen de communication ayant valeur probatoire, par le gestionnaire de réseau concerné et l'activité de partage d'énergie envisagée ne peut pas être mise en œuvre dans les cas suivants :

1° si au terme des deux mois suivant la réception d'une invitation à faire valoir ses observations ou à adapter la notification, le représentant désigné n'a pas communiqué lesdits éléments ou ne démontre pas remplir les conditions visées à l'article 35*nonies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 6°, du décret du 12 avril 2001 ;

2° si au terme d'un délai de six mois débutant à la réception de la première invitation à faire valoir ses observations ou à adapter la notification, le dossier ne répond toujours pas aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 3, si toutes les conditions ne sont pas respectées mais que le gestionnaire de réseau concerné estime que la convention visée à l'article 35*nonies*, § 2, alinéa 6, du décret du 12 avril 2001 peut être signée par les parties moyennant des conditions suspensives, strictement nécessaires au respect des conditions liées au partage d'énergie visées à l'article 35*nonies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 6°, du même décret, le gestionnaire de réseau concerné procède à l'envoi, par courrier, au représentant désigné d'une proposition de la convention visée à l'article 35*nonies*, § 2, alinéa 6, du même décret.

§ 5. La proposition de convention, visée aux paragraphes 3 et 4, est établie selon la convention-type approuvée par la CWaPE conformément à l'article 43, § 2, alinéa 2, 18°, du décret du 12 avril 2001 de manière concertée entre le gestionnaire de réseau et le représentant désigné et précise la date de début de l'activité de partage d'énergie. Par défaut, cette date correspond au vingtième jour ouvrable suivant le jour de la réception par le gestionnaire de réseau concerné de la convention signée. A la demande du représentant désigné, cette date peut être ultérieure.

Lorsque la convention est signée sous conditions suspensives, l'activité de partage d'énergie débute au plus tôt le vingtième jour ouvrable suivant la réception par le gestionnaire de réseau concerné de la preuve de la réalisation de toutes les conditions suspensives.

§ 6. Dans les dix jours ouvrables de la réception de la proposition de convention, le représentant désigné envoie par courrier au gestionnaire de réseau concerné un exemplaire signé.

§ 7. Le gestionnaire de réseau concerné informe les fournisseurs des points d'accès concernés par l'activité de partage d'énergie, conformément à l'article 35*nonies*, § 2, alinéa 6, du décret du 12 avril 2001, au plus tard quinze jours ouvrables avant le début de l'activité de partage d'énergie.

Art. 8. § 1^{er}. Préalablement à sa mise en œuvre, toute modification liée au partage d'énergie impliquant une modification des termes de la convention visée à l'article 35*nonies*, § 2, alinéa 6, du décret du 12 avril 2001 est notifiée au gestionnaire de réseau concerné, par tout moyen de communication ayant valeur probatoire, par le représentant désigné, et fait l'objet d'un avenant à la convention.

La notification s'effectue selon le formulaire-type établi par la CWaPE, après avis des gestionnaires de réseaux, et publié sur leurs sites internet.

Outre les données à caractère personnel identifiées à l'article 35*nonies*, § 2, du décret du 12 avril 2001 et à l'article 6 du présent arrêté, le formulaire peut également contenir des informations à caractère non personnel nécessaires à l'instruction du dossier.

Dans les vingt jours ouvrables de la réception de la notification, le gestionnaire de réseau concerné vérifie qu'il est en possession de tous les documents et informations nécessaires à l'examen du respect des conditions liées à l'activité de partage d'énergie et vérifie, le cas échéant, le respect des conditions visées à l'article 35*nonies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 6°, du décret du 12 avril 2001 et, :

1° si toutes les conditions sont respectées ou que la modification concerne la clé de répartition et que celle-ci fait partie de la liste des clés de répartition standards visée à l'article 35*sexdecies*, § 2, alinéa 3, du même décret, envoie, par courrier, au représentant désigné, une proposition d'avenant à la convention visée à l'article 35*nonies*, § 2, alinéa 6, du même décret ;

2° si la modification concerne la clé de répartition et que celle-ci ne fait pas partie de la liste des clés de répartition standards visée à l'article 35*sexdecies*, § 2, alinéa 3, du même décret, informe le représentant désigné, soit du délai de mise en œuvre, soit des motifs de non-approbation de la clé de répartition demandée et lui propose une clé de répartition alternative conformément à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 2 ;

3° si tous les documents et informations nécessaires à l'examen du respect des conditions liées à l'activité de partage d'énergie ne sont pas en sa possession ou si les conditions ne sont pas toutes respectées, informe, par tout moyen de communication ayant valeur probatoire, le représentant désigné des éléments manquants ou des non-conformités constatées et du fait que la modification de l'activité de partage d'énergie envisagée n'est pas mise en œuvre.

Concernant le 2°, le représentant désigné dispose de vingt jours ouvrables à partir de la réception de la proposition du gestionnaire de réseau concerné pour faire part de ses observations.

En cas d'accord sur la modification de la clé de répartition, dans les dix jours ouvrables à partir de la réception par le gestionnaire de réseau concerné des observations, celui-ci envoie, par courrier, au représentant désigné une proposition d'avenant à la convention visée à l'article 35*nonies*, § 2, alinéa 6, du décret du 12 avril 2001.

La modification n'est pas mise en œuvre avant la date d'entrée en vigueur de l'avenant. Par défaut, cette date correspond au vingtième jour ouvrable suivant le jour de la réception par le gestionnaire de réseau concerné de l'avenant signé. A la demande du représentant désigné, cette date peut être ultérieure.

§ 2. Dans les dix jours ouvrables de la réception de la proposition d'avenant à la convention, le représentant désigné envoie un exemplaire signé au gestionnaire de réseau concerné.

§ 3. Le gestionnaire de réseau concerné informe les fournisseurs des points d'accès concernés par la modification au plus tard quinze jours ouvrables avant la date d'entrée en vigueur de l'avenant à la convention.

Art. 9. § 1^{er}. Lorsqu'il est mis fin à une activité de partage d'énergie, le représentant désigné informe, par voie électronique, le gestionnaire de réseau concerné de la date souhaitée de l'arrêt de l'activité de partage d'énergie qui aura nécessairement lieu à minuit. Cette information doit parvenir au gestionnaire de réseau concerné au plus tard vingt jours ouvrables avant la date souhaitée de l'arrêt de l'activité de partage d'énergie. En cas de non-respect de ce délai, l'arrêt de l'activité de partage d'énergie aura lieu le vingtième jour ouvrable à dater de la réception de l'information par le gestionnaire de réseau concerné.

Le gestionnaire de réseau concerné informe les fournisseurs des points d'accès concernés au plus tard quinze jours ouvrables avant la date d'arrêt de l'activité de partage d'énergie.

Le gestionnaire de réseau concerné informe la CWaPE des arrêts des activités de partage d'énergie selon les modalités et la temporalité que celle-ci détermine.

§ 2. En cas de retrait d'un participant à une activité de partage, il est fait application de la procédure visée à l'article 8.

CHAPITRE 3. — Gouvernance des communautés d'énergie

Art. 10. Outre les éléments visés à l'article 35^{duodecies}, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 12 avril 2001, les statuts de la communauté d'énergie comprennent les éléments suivants :

1° l'obligation pour l'organe de gestion ou, à défaut, les membres, de réaliser annuellement un rapport aux membres et actionnaires sur la manière dont les activités, actions et décisions réalisées par la communauté d'énergie participent à l'atteinte des objectifs poursuivis en termes d'avantages environnementaux, économiques ou sociaux ;

2° l'affectation, après l'apurement de tout le passif et le remboursement de leur mise aux membres et actionnaires, du surplus de liquidation de la personne morale selon des destination et répartition cohérentes avec celles définies à l'article 35^{duodecies}, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, du même décret.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, doit, notamment, établir que les dépenses relatives aux investissements, aux frais de fonctionnement et aux rémunérations sont conçues de façon à privilégier la réalisation des objectifs poursuivis en termes d'avantages environnementaux, économiques ou sociaux tels que définis à l'article 35^{duodecies}, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, du décret du 12 avril 2001. Ce rapport est mis à disposition de la CWaPE selon les modalités qu'elle détermine.

Art. 11. § 1^{er}. Une communauté d'énergie est réputée autonome pour autant qu'un membre ou un actionnaire ne détient pas, seul ou conjointement avec une ou plusieurs personnes liées au sens de l'article 1:20 du Code des sociétés et associations, cinquante pourcents ou plus des droits de vote de la communauté d'énergie.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsqu'une communauté d'énergie est constituée de deux membres ou actionnaires, chacun détient cinquante pourcents des droits de vote de la communauté d'énergie.

§ 2. Une communauté d'énergie n'est toutefois pas réputée autonome si elle est liée à une autre entité ou personne physique par l'une ou l'autre des relations suivantes :

1° une entité ou une personne physique a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe de gestion, de direction ou de surveillance de la communauté d'énergie ;

2° une entité ou une personne physique a le droit d'exercer une influence dominante sur la communauté d'énergie en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci ;

3° une entité ou une personne physique contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres membres de la communauté d'énergie, la majorité des droits de vote des membres de celle-ci.

En ce qui concerne le 2°, il y a présomption qu'il n'y a pas d'influence dominante, dès lors que les entités ou personnes physiques énoncées au paragraphe 2, 2°, ne s'immiscent pas directement ou indirectement dans la gestion de la communauté d'énergie, sans préjudice des droits qu'ils détiennent en leur qualité de membres ou d'actionnaires.

Art. 12. Les règles relatives aux conflits d'intérêts visées à l'article 35^{duodecies}, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, du décret du 12 avril 2001 prévoient à minima que lorsqu'un membre ou un actionnaire d'une communauté d'énergie a, directement ou indirectement, un intérêt opposé de nature patrimoniale à une décision ou à une opération prise ou menée par la communauté d'énergie, il en informe l'organe de gestion ou, à défaut, l'ensemble des membres et actionnaires de la communauté d'énergie.

Dans l'hypothèse où tous les membres et actionnaires d'une communauté d'énergie ont un conflit d'intérêt, la communauté d'énergie peut valablement délibérer. La décision prise est motivée et mise à disposition de la CWaPE selon les modalités qu'elle détermine.

Art. 13. La communauté d'énergies renouvelables définit la notion de proximité visée à l'article 35^{duodecies}, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, du décret du 12 avril 2001 de manière cohérente avec les objectifs ou les activités qu'elle entend accomplir conformément à ses statuts.

Art. 14. Seules les communautés d'énergie notifiées à la CWaPE sont autorisées à faire figurer la mention « communauté d'énergie » sur leurs documents, publications ou communications.

CHAPITRE 4. — Création d'une communauté d'énergie

Art. 15. En plus des informations visées à l'article 35^{terdecies}, § 1^{er}, alinéa 4, du décret du 12 avril 2001, le formulaire de notification, visé au même paragraphe, alinéas 2 et 3, comprend les données de contact du représentant de la communauté d'énergie, la preuve de son habilitation et l'adresse des participants.

Outre les données à caractère personnel identifiées dans l'article 35^{terdecies}, § 1^{er}, du décret du 12 avril 2001 et dans le présent article, le formulaire peut également contenir des informations à caractère non personnel nécessaires à l'instruction du dossier.

Le formulaire reprend également :

1° la liste des documents à y joindre ;

2° les informations relatives au traitement des données à caractère personnel, telles que visées à l'article 35^{terdecies}, § 4, du décret du 12 avril 2001.

La date de mise en service des unités de production visée à l'article 35^{terdecies}, § 1^{er}, alinéa 4, 3°, du décret du 12 avril 2001, est la date de mise en usage, telle que prévue dans le Livre 1 sur les installations électriques à basse tension et à très basse tension et le Livre 2 sur les installations électriques à haute tension du Règlement général sur les installations électriques, établi par l'arrêté royal du 8 septembre 2019.

Art. 16. § 1^{er}. Le formulaire de notification de création d'une communauté d'énergie ayant pour objet une ou plusieurs activités sur le marché de l'électricité, visé à l'article 35^{terdecies}, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, du décret du 12 avril 2001 est transmis, par tout moyen de communication ayant valeur probatoire, par le représentant de la communauté d'énergie à la CWaPE.

Le représentant de la communauté d'énergie joint au formulaire tous les documents et informations qui y sont requis.

§ 2. Dans les dix jours ouvrables de la réception de la notification, visée au paragraphe 1^{er}, la CWaPE vérifie qu'elle est en possession de tous les documents et informations nécessaires à l'examen du respect des conditions liées à la création d'une communauté d'énergie et, :

1° si la notification est complète, envoie, par courrier ou par voie électronique, un accusé de réception actant le caractère complet de la notification au représentant de la communauté d'énergie ;

2° si la notification est incomplète, envoie, par tout moyen de communication ayant valeur probatoire, un accusé de réception actant le caractère incomplet de la notification au représentant de la communauté d'énergie en précisant les informations ou les documents manquants et en l'invitant à compléter, par voie électronique, sa notification.

Dans les dix jours ouvrables de la réception par la CWaPE des compléments, cette dernière envoie un accusé de réception conformément à l'alinéa 1^{er}.

Si le représentant de la communauté d'énergie ne communique pas toutes les informations ou tous les documents manquants dans les six mois de la réception du premier accusé de réception actant le caractère incomplet de la notification, la notification est caduque.

L'accusé de réception actant le caractère complet de la notification visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, sert uniquement de preuve à la notification exigée par l'article 35^{terdecies}, § 1^{er}, du décret du 12 avril 2001, sans préjudice du respect de l'ensemble des dispositions de ce décret et de ses arrêtés d'exécution ainsi que des pouvoirs de contrôle et de sanction de la CWaPE.

Art. 17. § 1^{er}. Le représentant de la communauté d'énergie notifie, par voie électronique, à la CWaPE tout changement relatif aux informations et aux documents transmis lors de la notification initiale ou depuis la dernière notification endéans les quinze jours ouvrables.

La CWaPE peut établir une liste des changements nécessitant uniquement une notification annuelle.

La notification s'effectue selon le formulaire-type établi par la CWaPE et publié sur son site internet.

Outre les données à caractère personnel identifiées dans l'article 35^{terdecies}, § 1^{er}, du décret du 12 avril 2001 et à l'article 15 du présent arrêté, le formulaire peut également contenir des informations à caractère non personnel nécessaires à l'instruction du dossier.

§ 2. Dans les dix jours ouvrables de la réception de la notification de tout changement, visée au paragraphe 1^{er}, la CWaPE confirme, par voie électronique, sa bonne réception au représentant de la communauté d'énergie.

L'accusé de réception, visé à l'alinéa 1^{er}, sert uniquement de preuve de la bonne réception des informations par la CWaPE, sans préjudice du respect de l'ensemble des dispositions du décret du 12 avril 2001 et de ses arrêtés d'exécution ainsi que des pouvoirs de contrôle et de sanction de la CWaPE.

Art. 18. Le représentant de la communauté d'énergie notifie à la CWaPE, par voie électronique, la fin d'activité ou la dissolution de la communauté d'énergie endéans les quinze jours ouvrables.

Dans les meilleurs délais, la CWaPE envoie un accusé de réception de la notification, visée à l'alinéa 1^{er}, au représentant de la communauté d'énergie.

CHAPITRE 5. — *Activité de partage d'énergie au sein d'une communauté d'énergie*

Section 1^{ère} — Autorisation

Art. 19. § 1^{er}. Toute clé de répartition applicable à l'électricité partagée, visée à l'article 35^{duodecies}, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, a), du décret du 12 avril 2001, qui fait partie de la liste de clés de répartition standards, visée à l'article 35^{sexdecies}, § 2, alinéa 3, du même décret, est acceptée par le gestionnaire de réseau.

Dans le cas où la clé de répartition souhaitée ne fait pas partie de la liste de clés de répartition standards visée à l'article 35^{sexdecies}, § 2, alinéa 3, du décret du 12 avril 2001 :

1° si la clé de répartition peut techniquement être mise en œuvre à un coût raisonnable, le gestionnaire de réseau informe le représentant de la communauté d'énergie du délai nécessaire à sa mise en œuvre et lui propose une clé de répartition alternative qui se rapproche le plus de celle souhaitée ;

2° si la clé de répartition n'est techniquement pas applicable ou applicable à un coût manifestement déraisonnable, le gestionnaire de réseau informe le représentant de la communauté d'énergie des raisons de l'impossibilité de développer la clé souhaitée et lui propose une clé de répartition alternative qui se rapproche le plus de celle souhaitée.

Concernant le 2°, le gestionnaire de réseau en informe la CWaPE selon les modalités que celle-ci détermine.

§ 2. En plus des informations visées à l'article 35^{quaterdecies}, § 3, alinéa 3, du décret du 12 avril 2001, le formulaire de demande d'autorisation de partage d'énergie au sein d'une communauté d'énergie, visé au même paragraphe, alinéas 1 et 2, comprend :

1° les données de contact du représentant de la communauté d'énergie et la preuve de son habilitation ;

2° la liste des gestionnaires de réseaux auxquels les installations de production utilisées pour le partage d'énergie et les participants de la communauté d'énergie qui prennent part au partage d'énergie sont raccordés ;

3° la preuve de la renonciation à l'application du tarif social pour la part d'électricité consommée provenant du partage d'énergie pour les points d'accès concernés ;

4° pour une communauté d'énergies renouvelables, les informations démontrant que la notion de proximité, prévue à l'article 35^{quindecies}, alinéa 2, du même décret, est respectée.

Outre les données à caractère personnel identifiées dans l'article 35^{quaterdecies}, § 3, alinéa 3, du décret du 12 avril 2001 et dans le présent article, le formulaire peut également contenir des informations à caractère non personnel nécessaires à l'instruction du dossier.

Le formulaire reprend également :

1° la liste des documents à y joindre ;

2° les informations relatives au traitement des données à caractère personnel telles que visées à l'article 35*quaterdecies*, § 4, du décret du 12 avril 2001.

La date de mise en service des installations de production, visée à l'article 35*quaterdecies*, § 3, alinéa 3, 4°, du décret du 12 avril 2001, est la date de mise en usage, telle que prévue dans le Livre 1 sur les installations électriques à basse tension et à très basse tension et le Livre 2 sur les installations électriques à haute tension du Règlement général sur les installations électriques, établi par l'arrêté royal du 8 septembre 2019. Les caractéristiques desdites installations incluent également les données d'identification de leur propriétaire ainsi que toute information nécessaire à l'identification de la personne ayant le statut de producteur ou d'auto-producteur.

Art. 20. § 1^{er}. Le formulaire de demande d'autorisation de partage d'énergie au sein d'une communauté d'énergie, visé à l'article 35*quaterdecies*, § 3, alinéas 1^{er} et 2, du décret du 12 avril 2001, est transmis, par tout moyen de communication ayant valeur probatoire, par le représentant de la communauté d'énergie, au gestionnaire de réseau auquel les installations de production utilisées pour le partage d'énergie et les participants de la communauté d'énergie qui prennent part au partage d'énergie sont raccordés. Le représentant de la communauté d'énergie joint au formulaire tous les documents et informations qui y sont requis.

Lorsque les installations de production ou les participants de la communauté d'énergie, concernés par le partage d'énergie, sont raccordés sur les réseaux de plusieurs gestionnaires de réseaux, le formulaire est transmis, par tout moyen de communication ayant valeur probatoire, à l'un des gestionnaires de réseau concernés. Ce gestionnaire de réseau assure la fonction de guichet unique et est chargé de la coordination du traitement de la demande d'autorisation avec les autres gestionnaires de réseaux.

§ 2. Dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande d'autorisation, visée au paragraphe 1^{er}, le gestionnaire de réseau vérifie qu'il est en possession de tous les documents et informations nécessaires à l'examen du respect des conditions techniques liées à l'activité de partage d'énergie visées à l'article 35*quaterdecies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, du décret du 12 avril 2001 et :

1° si la demande d'autorisation est complète et que la clé de répartition fait partie de la liste de clés de répartition standards, visée à l'article 35*sexdecies*, § 2, alinéa 3, du même décret, envoi par courrier ou par voie électronique, un accusé de réception actant le caractère complet de la demande au représentant de la communauté d'énergie ;

2° si la demande d'autorisation est complète mais que la clé de répartition demandée ne fait pas partie de la liste des clés de répartition standards, visée à l'article 35*sexdecies*, § 2, alinéa 3, du même décret, envoi par tout moyen de communication ayant valeur probatoire, un accusé de réception actant le caractère complet de la demande et informant le représentant de la communauté d'énergie, soit du délai de mise en œuvre, soit des motifs de non-approbation de la clé de répartition demandée en lui proposant une clé de répartition alternative, conformément à l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, et l'invite à faire valoir ses observations ;

3° si la demande d'autorisation est incomplète, envoi, par tout moyen de communication ayant valeur probatoire, un accusé de réception actant le caractère incomplet de la demande au représentant de la communauté d'énergie en précisant les informations ou les documents manquants et l'invite à compléter, par voie électronique, la demande d'autorisation.

Dans les dix jours ouvrables de la réception par le gestionnaire de réseau des compléments et observations, ce dernier envoi un accusé de réception, conformément à l'alinéa 1^{er}.

Si le représentant de la communauté d'énergie ne communique pas l'ensemble des informations et des documents manquants ou n'adapte pas sa demande d'autorisation dans les six mois de la réception du premier accusé de réception l'invitant à faire part de ses observations ou à compléter sa demande, cette dernière est caduque.

§ 3. Dans les vingt jours ouvrables de l'envoi de l'accusé de réception actant le caractère complet de la demande d'autorisation, le gestionnaire de réseau vérifie le respect des conditions techniques, visées à l'article 35*quaterdecies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, du décret du 12 avril 2001, et envoi son avis relatif à la demande d'autorisation à la CWaPE selon les modalités qu'elle détermine. Cet avis est accompagné de l'ensemble du dossier de demande d'autorisation qu'il a en sa possession. Le gestionnaire de réseau adresse également au représentant de la communauté d'énergie une copie de cet avis.

Pour les communautés d'énergies renouvelables, le gestionnaire de réseau vérifie en outre la conformité de l'activité de partage d'énergie envisagée avec les conditions fixées par ou en vertu de l'article 35*quindécies* du décret du 12 avril 2001.

§ 4. Dans les quarante jours ouvrables de la réception de l'avis du gestionnaire de réseau accompagné du dossier de demande d'autorisation, la CWaPE vérifie le respect des conditions fixées par ou en vertu du décret du 12 avril 2001 et :

1° si toutes les conditions sont respectées, octroie et envoi, par courrier ou par voie électronique, l'autorisation d'activité de partage d'énergie au sein d'une communauté d'énergie au représentant de la communauté d'énergie et au gestionnaire de réseau ;

2° si les conditions ne sont pas toutes respectées, informe, par tout moyen de communication ayant valeur probatoire, le représentant de la communauté d'énergie des non-conformités constatées et l'invite à faire valoir ses observations ou à adapter sa demande endéans les deux mois suivant la réception de cette invitation.

Dès la réception des observations ou des adaptations par la CWaPE, la procédure recommence selon les modalités prévues au présent paragraphe.

Sans préjudice du paragraphe 5, la CWaPE refuse la mise en place de l'activité de partage d'énergie dans les cas suivants :

1° si au terme des deux mois suivant la réception d'une invitation à faire valoir ses observations ou à adapter la demande, le représentant de la communauté d'énergie n'a pas communiqué lesdits éléments ou ne démontre pas remplir les conditions fixées par ou en vertu du décret du 12 avril 2001 ;

2° si au terme d'un délai de six mois débutant à la réception de la première invitation à faire valoir ses observations ou à adapter la demande, le dossier ne répond toujours pas aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

La CWaPE en informe, par tout moyen de communication ayant valeur probatoire, le représentant de la communauté d'énergie en précisant les éléments manquants ou les non-conformités constatés.

§ 5. Par dérogation au paragraphe 4, si toutes les conditions ne sont pas respectées mais que la CWaPE estime que la convention, visée à l'article 35^{quaterdecies}, § 3, alinéa 8, du décret du 12 avril 2001, peut être signée par les parties moyennant des conditions suspensives, strictement nécessaires au respect des conditions visées à l'article 35^{quaterdecies}, § 1^{er}, du même décret, la CWaPE octroie l'autorisation d'activité de partage d'énergie au sein d'une communauté d'énergie moyennant ces conditions suspensives et l'envoi, par courrier ou par voie électronique, au représentant de la communauté d'énergie et au gestionnaire de réseau.

§ 6. Dans les dix jours ouvrables de la réception de l'autorisation d'activité de partage d'énergie au sein d'une communauté d'énergie, le gestionnaire de réseau envoie au représentant de la communauté d'énergie une proposition de la convention, visée à l'article 35^{quaterdecies}, § 3, alinéa 8, du décret du 12 avril 2001.

La proposition de convention est établie selon la convention-type approuvée par la CWaPE, conformément à l'article 43, § 2, alinéa 2, 18°, du décret du 12 avril 2001, de manière concertée entre le gestionnaire de réseau et le représentant de la communauté d'énergie et précise la date de début de l'activité de partage d'énergie. Par défaut, cette date correspond au vingtième jour ouvrable suivant le jour de la réception par le gestionnaire de réseau de la convention signée. A la demande du représentant de la communauté d'énergie, cette date peut être ultérieure.

Lorsque la convention est signée sous conditions suspensives, l'activité de partage d'énergie débute au plus tôt le vingtième jour ouvrable suivant la réception par le gestionnaire de réseau de la preuve de la réalisation de toutes les conditions suspensives.

§ 7. Dans les dix jours ouvrables de la réception de la proposition de convention, le représentant de la communauté d'énergie envoie au gestionnaire de réseau un exemplaire signé.

§ 8. Le gestionnaire de réseau informe les fournisseurs des points d'accès concernés par l'activité de partage d'énergie, conformément à l'article 35^{quaterdecies}, § 6, du décret du 12 avril 2001, au plus tard 15 jours ouvrables avant le début de l'activité de partage d'énergie.

Art. 21. § 1^{er}. Préalablement à sa mise en œuvre, toute modification liée au partage d'énergie au sein d'une communauté d'énergie est autorisée par la CWaPE.

La demande d'autorisation de la modification est transmise, par tout moyen de communication ayant valeur probatoire, par le représentant de la communauté d'énergie au gestionnaire de réseau. Elle s'effectue selon le formulaire-type établi par la CWaPE, après avis des gestionnaires de réseaux, et publié sur leurs sites internet. La procédure se poursuit, conformément à l'article 20, §§ 2 à 8, et aboutit, le cas échéant, à la signature d'un avenant à la convention.

Outre les données à caractère personnel identifiées dans l'article 35^{quaterdecies}, § 3, alinéa 3, du décret du 12 avril 2001, et à l'article 19 du présent arrêté, le formulaire peut également contenir des informations à caractère non personnel nécessaires à l'instruction du dossier.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, préalablement à sa mise en œuvre, toute modification liée au partage d'énergie au sein d'une communauté d'énergie impliquant une modification des termes de la convention, visée à l'article 35^{quaterdecies}, § 3, alinéa 8, du décret du 12 avril 2001, et qui n'est pas susceptible d'impliquer une révision de l'autorisation délivrée par la CWaPE, visée à l'article 35^{quaterdecies}, § 3, du même décret, fait l'objet d'un avenant à la convention. La demande de modification est transmise, par voie électronique, par le représentant de la communauté d'énergie au gestionnaire de réseau et s'effectue selon le formulaire-type établi par la CWaPE, après avis des gestionnaires de réseaux, et publié sur leurs sites internet.

Outre les données à caractère personnel identifiées à l'article 35^{quaterdecies}, § 3, alinéa 3, du décret du 12 avril 2001, et à l'article 19 du présent arrêté, le formulaire peut également contenir des informations à caractère non personnel nécessaires à l'instruction du dossier.

Dans les vingt jours ouvrables de la réception de la demande de modification, le gestionnaire de réseau vérifie qu'il est en possession de tous les documents et informations nécessaires à l'examen du respect des conditions techniques liées à l'activité de partage d'énergie, visées à l'article 35^{quaterdecies}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, du décret du 12 avril 2001, et, pour les communautés d'énergies renouvelables, les conditions définies par ou en vertu de l'article 35^{quindécies} du même décret et vérifie, le cas échéant, le respect de ces conditions et :

1° si toutes les conditions sont respectées ou que la modification concerne la clé de répartition et que celle-ci fait partie de la liste des clés de répartition standards, visée à l'article 35^{sexdecies}, § 2, alinéa 3, du même décret, envoie, par courrier ou par voie électronique, au représentant de la communauté d'énergie une proposition d'avenant à la convention, visée à l'article 35^{quaterdecies}, § 3, alinéa 8, du même décret ;

2° si la modification concerne la clé de répartition et que celle-ci ne fait pas partie de la liste des clés de répartition standards, visée à l'article 35^{sexdecies}, § 2, alinéa 3, du même décret, informe le représentant de la communauté d'énergie, soit du délai de mise en œuvre, soit des motifs de non-approbation de la clé de répartition demandée et lui propose une clé de répartition alternative, conformément à l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2 ;

3° si tous les documents et informations nécessaires à l'examen du respect des conditions techniques liées à l'activité de partage d'énergie ne sont pas en sa possession ou si les conditions ne sont pas toutes respectées, informe, par tout moyen de communication ayant valeur probatoire, le représentant de la communauté d'énergie des éléments manquants ou des non-conformités constatés et du fait que la modification envisagée n'est pas mise en œuvre.

Concernant le 2°, le représentant de la communauté d'énergie dispose de vingt jours ouvrables à partir de la réception de la proposition du gestionnaire de réseau pour faire part de ses observations.

En cas d'accord sur la modification de la clé de répartition, dans les dix jours ouvrables à partir de la réception par le gestionnaire de réseau des observations, celui-ci envoie au représentant de la communauté d'énergie une proposition d'avenant à la convention, visée à l'article 35^{quaterdecies}, § 3, alinéa 8, du décret du 12 avril 2001.

La modification n'est pas mise en œuvre avant la date d'entrée en vigueur de l'avenant. Par défaut, cette date correspond au vingtième jour ouvrable suivant le jour de la réception par le gestionnaire de réseau de l'avenant signé. A la demande du représentant de la communauté d'énergie, cette date peut être ultérieure.

Le Ministre peut préciser les modifications visées à l'alinéa 1^{er} et en établir une liste.

§ 3. Le gestionnaire de réseau informe les fournisseurs des points d'accès concernés par la modification au plus tard quinze jours ouvrables avant la date d'entrée en vigueur de l'avenant à la convention.

Art. 22. § 1^{er}. Lorsqu'il est mis fin à une activité de partage d'énergie, le représentant de la communauté d'énergie informe, par voie électronique, le gestionnaire de réseau de la date souhaitée de l'arrêt de l'activité de partage d'énergie qui aura nécessairement lieu à minuit. Cette information doit parvenir au gestionnaire de réseau au plus tard vingt jours ouvrables avant la date souhaitée de l'arrêt de l'activité de partage d'énergie. En cas de non-respect de ce délai, l'arrêt de l'activité de partage d'énergie aura lieu le vingtième jour à dater de la réception de l'information par le gestionnaire de réseau.

Le gestionnaire de réseau informe les fournisseurs des points d'accès concernés au plus tard quinze jours ouvrables avant la date d'arrêt de l'activité de partage d'énergie

Le gestionnaire de réseau informe la CWaPE des arrêts à une activité de partage d'énergie selon les modalités et la temporalité que celle-ci détermine.

§ 2. En cas de retrait d'un participant à une activité de partage, il est fait application de la procédure, visée à l'article 21.

Art. 23. Lorsque la CWaPE constate qu'une communauté d'énergie ne respecte pas les conditions et les obligations prescrites par ou en vertu du décret du 12 avril 2001, elle l'en avise, par tout moyen de communication ayant valeur probatoire, en indiquant les motifs. Elle invite la communauté d'énergie soit à transmettre ses observations, soit à prendre les mesures pour respecter lesdites conditions et obligations dans un délai qui n'excède pas un mois.

La CWaPE entend la communauté d'énergie qui en fait la demande. Dans ce cas, le délai visé à l'alinéa 1^{er} est prolongé d'un mois. La CWaPE peut, à titre exceptionnel, accorder à la communauté d'énergie un délai supplémentaire de mise en conformité d'un mois.

Si la communauté d'énergie reste en défaut de conformité à l'issue du délai fixé, la CWaPE lui retire son autorisation de partage d'énergie sans préjudice de la possibilité d'imposer, le cas échéant, une amende administrative conformément au décret du 12 avril 2001. Elle notifie sa décision au représentant de la communauté d'énergie endéans un mois à dater de l'expiration du délai et en informe le gestionnaire de réseau. Ce dernier informe les fournisseurs des points d'accès concernés endéans cinq jours ouvrables.

Le retrait de l'autorisation implique la résiliation à la même date de la convention signée, conformément à l'article 20, et le gestionnaire de réseau met fin à l'activité de partage d'énergie endéans cinq jours ouvrables.

Section 2 — Proximité

Art. 24. La notion de proximité, visée à l'article 35quindecies, alinéa 2, du décret du 12 avril 2001, répond à l'un des critères suivants :

1° les installations de production d'électricité utilisées pour le partage d'énergie au sein de la communauté d'énergie renouvelable et les participants au partage de l'électricité produite par ces installations sont situés sur le territoire d'une seule et même commune, sauf dans les cas suivants :

a) lorsqu'une installation de production est située sur le territoire de plusieurs communes, la notion de proximité comprend l'ensemble des communes où se situe cette installation ;

b) lorsqu'une des installations de production est une éolienne située à moins de neuf kilomètres de la limite entre la commune où elle est située et une commune adjacente, la notion de proximité s'étend à la commune adjacente ;

2° les points de raccordement au réseau de distribution ou de transport local des participants au partage d'énergie ainsi que le ou les points de raccordement au réseau de distribution ou de transport local des installations de production d'électricité dont la production est partagée doivent se situer en aval du même poste de transformation à haute tension du gestionnaire de réseau de transport local au moment de la demande d'autorisation, visée à l'article 20, REF_Ref120004815 \r \h * MERGEFORMAT ou de la demande de modification, visée à l'article 21, concernant les aspects objet de cette modification.

Si, suite à l'application des exceptions, visées aux 1°, a) ou b), il ressort que la notion de proximité ainsi étendue comprend une installation de production située sur le territoire de plusieurs communes ou une installation de production éolienne située à moins de neuf kilomètres d'une commune adjacente, les exceptions, visées au point 1°, a) et b), ne s'appliquent pas pour ces installations.

CHAPITRE 6. — Information de l'Administration dans le cadre de la remise des certificats verts

Art. 25. La CWaPE informe mensuellement l'Administration :

1° des nouvelles activités de partage d'énergie entre clients actifs agissant collectivement au sein d'un même bâtiment, de leurs modifications et de leurs arrêts éventuels et lui communique les dates de démarrage, de modification et d'arrêt de ces activités de partage d'énergie ainsi que les données de contact du représentant désigné ;

2° des nouvelles activités de partage d'énergie au sein d'une communauté d'énergie, de leurs modifications et de leurs arrêts éventuels et lui communique les dates de démarrage, de modification et d'arrêt de ces activités de partage d'énergie ainsi que les données de contact du représentant de la communauté d'énergie.

CHAPITRE 7. — Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Art. 26. § 1^{er}. Dans l'article 25 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, les modifications suivantes sont apportées :

1° au sein du paragraphe 1^{er} :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « , les communautés d'énergie et les clients actifs agissant collectivement au sein d'un même bâtiment pour l'électricité consommée et provenant d'une activité de partage d'énergie, les clients actifs pour l'électricité échangée de pair-à-pair » sont insérés entre les mots « d'assurer leur propre fourniture » et les mots « et les auto-producteurs conventionnels » ;

b) au même alinéa, les mots « , la quantité d'électricité consommée et provenant d'une activité de partage d'énergie au cours du trimestre envisagé, la quantité d'électricité échangée de pair-à-pair au cours du trimestre envisagé », sont insérés entre les mots « au cours du trimestre envisagé » et les mots « ou la quantité d'électricité » ;

c) à l'alinéa 2, les mots « , les communautés d'énergie et les clients actifs agissant collectivement au sein d'un même bâtiment pour l'électricité consommée et provenant d'une activité de partage d'énergie, les clients actifs pour l'électricité échangée de pair-à-pair » sont insérés entre les mots « d'assurer leur propre fourniture » et les mots « et les auto-producteurs conventionnels » ;

d) au même alinéa, les mots « déclarations de fournitures » sont remplacés par le mot « déclarations » ;

2° au paragraphe 2, il est inséré un 5° et un 6°, rédigés comme suit :

« 5° pour les communautés d'énergie et les clients actifs agissant collectivement au sein d'un même bâtiment réalisant une activité de partage d'énergie, sur la base de l'électricité consommée et provenant d'une activité de partage d'énergie et ayant transité sur le réseau de transport, le réseau de transport local ou le réseau de distribution ;

6° pour les clients actifs réalisant un échange de pair-à-pair, sur la base de l'électricité échangée de pair-à-pair et ayant transité sur le réseau de transport, le réseau de transport local ou le réseau de distribution. » ;

3° au sein du paragraphe 5, les modifications suivantes sont apportées :

a) il est inséré, entre les alinéas 3 et 4, un nouvel alinéa 4, rédigé comme suit :

« Les communautés d'énergie, les clients actifs agissant collectivement au sein d'un même bâtiment et les clients actifs effectuant une vente via un échange de pair-à-pair, peuvent bénéficier d'une réduction du nombre de certificats verts à remettre, conformément aux dispositions des §§ 1^{er} à 3, à l'Administration lorsqu'un client final, visé aux alinéas 1 et 2, participe à une activité de partage d'énergie au sein d'une communauté d'énergie ou entre clients actifs agissant collectivement au sein d'un même bâtiment ou à un échange de pair-à-pair. » ;

b) l'alinéa 6, devenu alinéa 7, est complété par la phrase suivante :

« Lorsque le client final participe à une activité de partage d'énergie ou à un échange de pair-à-pair, la réduction du nombre de certificats verts est répartie au prorata des volumes issus de l'activité de partage d'énergie, de l'échange de pair-à-pair et de la fourniture. » ;

c) à l'alinéa 7, devenu alinéa 8, les mots « la communauté d'énergie, le représentant désigné des clients actifs agissant collectivement au sein d'un même bâtiment ou le client actif qui effectue une vente via un échange de pair-à-pair » sont insérés entre les mots « le fournisseur » et le mot « transmet » et après les mots « signée par le fournisseur » ;

d) au même alinéa, les mots « de la communauté d'énergie, du représentant désigné des clients actifs agissant collectivement au sein d'un même bâtiment ou du client actif qui effectue une vente via un échange de pair-à-pair » sont insérés entre les mots « coordonnées du fournisseur » et les mots « et du client final » ;

e) au même alinéa, les mots « ou les volumes issus de l'activité de partage d'énergie ou de l'échange de pair-à-pair » sont insérés entre les mots « volume des fournitures » et les mots « , ainsi que le trimestre » ;

f) à l'alinéa 8, devenu alinéa 9, les mots « la communauté d'énergie, le représentant désigné des clients actifs agissant collectivement au sein d'un même bâtiment ou le client actif qui effectue une vente via un échange de pair-à-pair » sont insérés entre les mots « le fournisseur » et le mot « transmet » et entre les mots « signée par le fournisseur » et les mots « et le client final » ;

g) au même alinéa, les mots « de la communauté d'énergie, du représentant désigné des clients actifs agissant collectivement au sein d'un même bâtiment ou du client actif qui effectue une vente via un échange de pair-à-pair » sont insérés entre les mots « coordonnées du fournisseur » et les mots « et du client final » ;

h) au même alinéa, les mots « ou les volumes issus de l'activité de partage d'énergie ou de l'échange de pair-à-pair, » sont insérés entre les mots « volume des fournitures » et les mots « du client final » ;

i) à l'alinéa 13, devenu alinéa 14, les mots « ou électricité issue d'une activité de partage d'énergie ou d'un échange de pair-à-pair » sont insérés entre le mot « fourniture » et les mots « permettant une » ;

j) au même alinéa, les mots « , la communauté d'énergie, le représentant désigné des clients actifs agissant collectivement au sein d'un même bâtiment ou le client actif qui effectue une vente via un échange de pair-à-pair » sont insérés entre les mots « le fournisseur » et les mots « concerné doit » ;

k) au même alinéa, les mots « ou électricité issue d'une activité de partage d'énergie ou d'un échange de pair-à-pair » sont à chaque fois insérés après les mots « cette fourniture » et après les mots « de la fourniture » ;

l) à l'alinéa 14, devenu alinéa 15, les mots « , les communautés d'énergie, les représentants désignés des clients actifs agissant collectivement au sein d'un même bâtiment, les clients actifs qui effectuent une vente via un échange de pair-à-pair » sont insérés entre les mots « propre fourniture » et les mots « ou les autoproducteurs » ;

§ 2. Dans l'article 30 du même arrêté :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « les communautés d'énergie, les représentants désignés des clients actifs agissant collectivement au sein d'un même bâtiment, les clients actifs qui effectuent une vente via un échange de pair-à-pair » sont insérés entre les mots « propre fourniture » et les mots « et les autoproducteurs » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « la communauté d'énergie, le représentant désigné des clients actifs agissant collectivement au sein d'un même bâtiment, le client actif qui effectue une vente via un échange de pair-à-pair » sont insérés entre les mots « le fournisseur » et les mots « ou gestionnaire de réseau » ;

3° à l'alinéa 3, les mots « à la communauté d'énergie, au représentant désigné des clients actifs agissant collectivement au sein d'un même bâtiment, au client actif qui effectue une vente via un échange de pair-à-pair » sont insérés entre les mots « propre fourniture, » et les mots « ou autoproducteur conventionnel ».

CHAPITRE 8. — Disposition finale

Art. 27. Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 mars 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/44651]

17. MÄRZ 2023 — Erlass der wallonischen Regierung bezüglich der Energiegemeinschaften und der gemeinsamen Nutzung von Energie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 über die Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, geändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, Artikel 2, 2^oquinquies, 2^osexies und 2^ononies, 35octies, § 7, 35nonies, §§ 1 und 2, 35duodecies, 35terdecies, §§ 1 und 2, 35quaterdecies, § 3, 35quindecies und 39;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung der Stromerzeugung aus erneuerbaren Energiequellen oder Kraft-Wärme-Kopplung;

Aufgrund des Berichts vom 7. Juni 2022, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der Konzertierung der Verteilernetzbetreiber vom 3. Februar 2022 über den Vorschlag der CWaPE, der in ihrer oben genannten Stellungnahme bezüglich der in Artikel 35octies, § 7, Absatz 2 des Dekrets vom 12. April 2001 über die Organisation des regionalen Strommarktes genannten Modalitäten enthalten ist;

Aufgrund der Stellungnahme n^oCD-22h25-CWaPE-0912 der wallonischen Energiekommission vom 25. August 2022;

Aufgrund der Stellungnahme 174/2022 der Datenschutzbehörde, die am 9. September 2022 abgegeben wurde;

Aufgrund der Stellungnahme 72.677/4 des Staatsrats vom 18. Januar 2023 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 2^o der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973;

Aufgrund der Stellungnahme des Zentrums „Energie“, die am 27. Juli 2022 abgegeben wurde;

Auf Vorschlag des Energieministers;

Nach Beratung,

Erläßt:

KAPITEL 1 - Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Mit diesem Erlass werden die Richtlinie (EU) 2018/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und die Richtlinie (EU) 2019/944 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juni 2019 über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Änderung der Richtlinie 2012/27/EU teilweise in nationales Recht umgesetzt.

Artikel 1. Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1. „Dekret vom 12. April 2001“: das Dekret vom 12. April 2001 über die Organisation des regionalen Strommarktes;

2^o „Vertreter der Energiegemeinschaft“: die Person, die von einer Energiegemeinschaft ordnungsgemäß ermächtigt wurde, sie im Rahmen des in Artikel 35terdecies des Dekrets vom 12. April 2001 genannten Anzeigeverfahrens oder im Rahmen des in Artikel 35quaterdecies, § 3 desselben Dekrets genannten Genehmigungsverfahrens zu vertreten;

3^o „benannter Vertreter“: die Person, die von den aktiven Kunden, die gemeinsam in einem Gebäude handeln, ordnungsgemäß bevollmächtigt wurde, sie im Rahmen der in Artikel 35nonies des Dekrets vom 12. April 2001 genannten Aufgaben im Zusammenhang mit der gemeinsamen Nutzung von Energie zu vertreten;

4^o „Werktag“: jeder Tag mit Ausnahme von Samstagen, Sonntagen und gesetzlichen Feiertagen;

5^o „Erzeugungsanlage“: eine Anlage gemäß der Definition in Artikel 2, 30^o, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 bezüglich der Förderung von Strom, der mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft-Wärme-Kopplung erzeugt wird.

Art. 2. § 1. Für die Anwendung der Bestimmungen des Dekrets vom 12. April 2001 handelt es sich bei dem Gebäude, das in Artikel 2, 2^ononies, desselben Dekrets genannt wird, entweder:

1^o um eine feste, überdachte und geschlossene unbewegliche Konstruktion mit mindestens zwei Teilen, die dazu bestimmt sind, selbstständig genutzt zu werden;

2^o um mehrere feste, überdachte und geschlossene Immobilienbauten, die zu ein und demselben Miteigentum gehören.

§ 2. Nebengebäude wie Garagen, Gärten und Parkplätze sowie Grundstücke sind integraler Bestandteil des in Paragraph 1 definierten Gebäudes, sofern entweder:

1^o sie sich auf derselben Katasterparzelle wie das in Paragraph 1 definierte Gebäude befinden;

2^o sie alle der folgenden Bedingungen erfüllen:

a) Sie haben eine Verbindung oder einen gemeinsamen Zugang zu dem in Paragraph 1 definierten Gebäude;

b) sie ergänzen oder ergänzen die bauliche Hauptnutzung des in Paragraph 1 definierten Gebäudes.

Art. 3. Für die Anwendung der Bestimmungen des Dekrets vom 12. April 2001 sind die in Artikel 2, 2^oquinquies, b), zweiter Gedankenstrich und 2^osexies, b), zweiter Gedankenstrich desselben Dekrets genannten örtlichen Behörden:

1^o jede juristische Person des öffentlichen Rechts, die in Artikel L3111-1 § 1, 1^o bis 7^o, 9^o und 10^o sowie § 2 des Gesetzbuchs über lokale Demokratie und Dezentralisierung genannt wird;

2^o die öffentlichen Sozialhilfezentren;

3^o die Verbände der öffentlichen Hand gemäß Artikel 118 des Organgesetzes vom 8. Juli 1976 der öffentlichen Sozialhilfezentren;

4^o die Wohnungsbaugesellschaften des öffentlichen Dienstes;

5^o die Gemeinden des deutschen Sprachgebiets und die Stadt Comines-Warнетon;

6^o die Polizeizonen der Gemeinden des deutschen Sprachgebiets und die Polizeizone der Stadt Comines-Warнетon;

7° die Einrichtungen, die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte betraut sind, und die Kirchenfabriken, die sich auf dem Gebiet des deutschen Sprachgebiets befinden;

8° die mit der Verwaltung der Interessen der nichtkonfessionellen philosophischen Gemeinschaft beauftragten Einrichtungen, die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befinden;

9° Schutzzonen, die ausschließlich aus Gemeinden des deutschen Sprachraums bestehen;

10° die auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegenen Einrichtungen des Grund- und Sekundarunterrichts, die von der Französischen Gemeinschaft, der Flämischen Gemeinschaft oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft organisiert oder subventioniert werden;

11° die in den Artikeln 10 bis 13 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. November 2013 zur Festlegung der Hochschullandschaft und der akademischen Organisation des Studiums genannten Einrichtungen, die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befinden;

12° Einrichtungen gemäß Artikel II.2 und II.3 des flämischen Hochschulgesetzes, die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befinden;

13° die Hochschule, auf die sich das Sonderdekret der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 21. Februar 2005 über die Gründung einer autonomen Hochschule bezieht, die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindet;

14° jede juristische Person, die von den unter 1° bis 13° genannten Rechtsträgern kontrolliert wird.

In Bezug auf 14° gelten folgende Bedingungen:

1° die anderen als die in 1° bis 13° genannten Mitgliedsrechtsträgern der juristischen Person sind keine Unternehmen, deren hauptsächliche kommerzielle oder berufliche Tätigkeit die Beteiligung an einer oder mehreren Energiegemeinschaften ist, und im Falle von Bürgerenergiegemeinschaften, deren hauptsächlicher wirtschaftlicher Tätigkeitsbereich der Energiesektor ist;

2° von Kontrolle wird ausgegangen, wenn die unter 1° bis 13° genannten Rechtsträger allein oder gemeinsam mehr als fünfzig Prozent der Stimmrechte an der juristischen Person halten. Die unter 1° bis 13° genannten Rechtsträger halten diese Stimmrechte direkt oder über eine oder mehrere juristische Personen, von denen mehr als fünfzig Prozent der Stimmrechte an jeder dieser juristischen Personen allein oder gemeinsam von den unter 1° bis 13° genannten Rechtsträgern gehalten werden.

Art. 4. Der Nachweis des Verzichts auf die Anwendung der Jahresausgleichsregelung gemäß Artikel 35octies, § 7, Absatz 2 des Dekrets vom 12. April 2001 erfolgt in Form einer eidesstattlichen Erklärung des aktiven Kunden für den betreffenden Zugangspunkt.

KAPITEL 2 - Aktivität zur gemeinsamen Nutzung von Energie innerhalb eines Gebäudes

Art. 5. § 1. Jeder auf gemeinsam genutzte Elektrizität anwendbare Verteilungsschlüssel gemäß Artikel 35nonies, § 1, Absatz 1, 7°, b) des Dekrets vom 12. April 2001, der in der Liste der Standardverteilungsschlüssel gemäß Artikel 35sexdecies, § 2, Absatz 3 desselben Dekrets enthalten ist, wird vom Netzbetreiber akzeptiert.

Für den Fall, dass der gewünschte Verteilungsschlüssel nicht in der Liste der Standardverteilungsschlüssel gemäß Artikel 35sexdecies, § 2, Absatz 3 des Dekrets vom 12. April 2001 enthalten ist:

1° wenn der Verteilungsschlüssel technisch mit vertretbarem Aufwand umgesetzt werden kann, informiert der Netzbetreiber den benannten Vertreter über die für die Umsetzung erforderliche Frist und schlägt ihm einen alternativen Verteilungsschlüssel vor, der dem gewünschten Schlüssel am nächsten kommt;

2° falls der Verteilungsschlüssel technisch nicht oder nur zu offensichtlich unangemessenen Kosten anwendbar ist, teilt der Netzbetreiber dem benannten Vertreter die Gründe für die Unmöglichkeit der Entwicklung des gewünschten Schlüssels mit und schlägt ihm einen alternativen Verteilungsschlüssel vor, der dem gewünschten Schlüssel am nächsten kommt.

In Bezug auf 2° informiert der Netzbetreiber die CWaPE gemäß den von dieser festgelegten Modalitäten.

§ 2. Zusätzlich zu den in Artikel 35nonies, § 2, Absatz 4 des Dekrets vom 12. April 2001 genannten Informationen enthält das im selben Paragraphen, Absätze 2 und 3, genannte Meldeformular den Nachweis des Verzichts auf die Anwendung des Sozialtarifs für den Anteil der verbrauchten Elektrizität, der aus der gemeinsamen Energienutzung stammt, für die betroffenen Zugangspunkte und den Nachweis der dem benannten Vertreter erteilten Ermächtigung.

Neben den in Artikel 35nonies § 2 des Dekrets vom 12. April 2001 und in diesem Artikel identifizierten personenbezogenen Daten kann das Formular auch nicht personenbezogene Informationen enthalten, die für die Bearbeitung der Akte erforderlich sind.

Das Formular enthält außerdem:

1° die Liste der beizufügenden Unterlagen;

2° Informationen über die Verarbeitung personenbezogener Daten, wie in Artikel 35nonies, § 3 des Dekrets vom 12. April 2001 genannt.

Das Datum der Inbetriebnahme von Erzeugungsanlagen im Sinne von Artikel 35nonies § 2 Absatz 4 des Dekrets vom 12. April 2001 ist das Datum der Verwendung, wie in Buch 1 über elektrische Niederspannungs- und Kleinspannungsanlagen und Buch 2 über elektrische Hochspannungsanlagen der Allgemeinen Vorschriften für elektrische Anlagen, festgelegt durch den Königlichen Erlass vom 8. September 2019, vorgesehen.

Art. 6. § 1. Das in Artikel 35nonies, § 2, Absatz 2 und 3 des Dekrets vom 12. April 2001 genannte Formular zur Meldung einer Aktivität zur gemeinsamen Nutzung von Energie wird durch den benannten Vertreter mittels eines beliebigen Kommunikationsmittels mit Beweiswert an den Netzbetreiber übermittelt, an den das betreffende Gebäude angeschlossen ist.

Der bestellte Vertreter fügt dem Formular alle Dokumente und Informationen bei, die darin verlangt werden.

§ 2. Innerhalb von zehn Werktagen nach Erhalt der in Paragraph 1 genannten Mitteilung überprüft der betreffende Netzbetreiber, ob er im Besitz aller Unterlagen und Informationen ist, die für die Prüfung der Einhaltung der Bedingungen im Zusammenhang mit der gemeinsamen Energienutzung gemäß Artikel 35nonies, § 1, Absatz 1, 1° bis 6° des Dekrets vom 12. April 2001 und:

1° lässt, wenn die Mitteilung vollständig ist, dem benannten Vertreter per Post oder auf elektronischem Weg eine Empfangsbestätigung über die Vollständigkeit der Mitteilung zukommen;

2° sendet, wenn die Mitteilung unvollständig ist, dem bestellten Vertreter mittels eines beweiskräftigen Kommunikationsmittels eine Empfangsbestätigung zu, die die Unvollständigkeit der Mitteilung bestätigt, die fehlenden Informationen oder Dokumente angibt und ihn auffordert, die Mitteilung auf elektronischem Weg zu vervollständigen.

Innerhalb von zehn Werktagen nach Eingang der Ergänzungen beim Netzbetreiber übermittelt dieser eine Empfangsbestätigung gemäß Absatz 1.

Wenn der bestellte Vertreter die fehlenden Informationen oder Dokumente nicht innerhalb von sechs Monaten nach Erhalt der ursprünglichen Empfangsbestätigung, in der die Unvollständigkeit der Mitteilung bestätigt wurde, nachreicht, wird die Mitteilung hinfällig.

§ 3 Innerhalb von zwanzig Werktagen ab dem Versand der Empfangsbestätigung, die die Vollständigkeit der Mitteilung bestätigt, überprüft der betreffende Netzbetreiber die Einhaltung der in Artikel 35*nonies*, § 1, Absatz 1, 1° bis 6°, des Dekrets vom 12. April 2001 genannten Bedingungen und:

1° sendet, wenn alle Bedingungen erfüllt sind und der Verteilungsschlüssel in der Liste der Standardverteilungsschlüssel gemäß Artikel 35*sexdecies*, § 2, Absatz 3 desselben Dekrets enthalten ist, dem benannten Vertreter per Post einen Vorschlag für die in Artikel 35*nonies*, § 2, Absatz 6 desselben Dekrets genannte Vereinbarung zu;

2° informiert, wenn alle Bedingungen erfüllt sind, aber der beantragte Verteilungsschlüssel nicht Teil der Liste der Standardverteilungsschlüssel gemäß Artikel 35*sexdecies*, § 2, Absatz 3 desselben Dekrets ist, den benannten Vertreter durch jedes Kommunikationsmittel mit Beweiswert entweder über die Frist für die Umsetzung oder über die Gründe für die Nichtgenehmigung des beantragten Verteilungsschlüssels und schlägt ihm einen alternativen Verteilungsschlüssel gemäß Artikel 6, § 1, Absatz 2 vor und fordert ihn auf, innerhalb von zwei Monaten nach Erhalt dieser Aufforderung seine Bemerkungen vorzubringen;

3° informiert, wenn nicht alle Bedingungen erfüllt sind, den benannten Vertreter durch ein beweiskräftiges Kommunikationsmittel über die festgestellten Nichtkonformitäten und fordert ihn auf, sich innerhalb von zwei Monaten nach Erhalt dieser Aufforderung zu äußern oder die Mitteilung anzupassen.

Sobald der betreffende Netzbetreiber die Bemerkungen oder Anpassungen erhalten hat, beginnt das Verfahren erneut nach den in diesem Paragraphen festgelegten Modalitäten.

Unbeschadet des Paragraphen 4 wird die Mitteilung durch den betreffenden Netzbetreiber in einer beweiskräftigen Kommunikationsform für ungültig erklärt und die geplante gemeinsame Nutzung von Energie kann in folgenden Fällen nicht durchgeführt werden:

1° wenn der bestellte Vertreter nach Ablauf von zwei Monaten nach Erhalt einer Aufforderung zur Stellungnahme oder zur Anpassung der Mitteilung die genannten Elemente nicht mitgeteilt hat oder nicht nachweist, dass er die in Artikel 35*nonies*, § 1, Absatz 1, 1° bis 6° des Dekrets vom 12. April 2001 genannten Bedingungen erfüllt;

2° wenn nach Ablauf einer Frist von sechs Monaten, die mit dem Erhalt der ersten Aufforderung zur Stellungnahme oder zur Anpassung der Mitteilung beginnt, die Akte immer noch nicht die in Absatz 1 genannten Bedingungen erfüllt.

§ 4. Abweichend von Paragraph 3 gilt: Wenn nicht alle Bedingungen erfüllt sind, der betreffende Netzbetreiber aber der Ansicht ist, dass die Vereinbarung gemäß Artikel 35*nonies* § 2 Absatz 6 des Dekrets vom 12. April 2001 von den Parteien vorbehaltlich aufschiebender Bedingungen unterzeichnet werden kann, die für die Erfüllung der in Artikel 35*nonies*, § 1, Absatz 1, 1° bis 6° desselben Dekrets genannten Bedingungen im Zusammenhang mit der gemeinsamen Nutzung von Energie unbedingt erforderlich sind, sendet der betreffende Netzbetreiber dem benannten Vertreter per Post einen Vorschlag für die in Artikel 35*nonies*, § 2, Absatz 6 desselben Dekrets genannte Vereinbarung zu.

§ 5. Der in den Paragraphen 3 und 4 genannte Vorschlag für eine Vereinbarung wird gemäß der von der CWaPE gemäß Artikel 43, § 2, Absatz 2, 18° des Dekrets vom 12. April 2001 in Abstimmung zwischen dem Netzbetreiber und dem benannten Vertreter genehmigten Mustervereinbarung erstellt und enthält das Datum des Beginns der gemeinsamen Energienutzung. Normalerweise ist dies der zwanzigste Werktag, der auf den Tag folgt, an dem der betreffende Netzbetreiber die unterzeichnete Vereinbarung erhalten hat. Auf Antrag des benannten Vertreters kann dieses Datum auch später liegen.

Wird die Vereinbarung unter aufschiebenden Bedingungen unterzeichnet, beginnt die gemeinsame Energienutzung frühestens am zwanzigsten Werktag nach dem Eingang des Nachweises der Erfüllung aller aufschiebenden Bedingungen beim betreffenden Netzbetreiber.

§ 6. Innerhalb von zehn Werktagen nach Erhalt des Vorschlags für eine Vereinbarung sendet der benannte Vertreter dem betreffenden Netzbetreiber per Post ein unterzeichnetes Exemplar zu.

§ 7. Der betroffene Netzbetreiber informiert die Anbieter der von der Aktivität der gemeinsamen Nutzung von Energie betroffenen Zugangspunkte gemäß Artikel 35*nonies*, § 2, Absatz 6 des Dekrets vom 12. April 2001 spätestens fünfzehn Werktage vor Beginn der gemeinsamen Nutzung von Energie.

Art. 7. § 1. Jede Änderung im Zusammenhang mit der gemeinsamen Nutzung von Energie, die eine Änderung der Bedingungen der in Artikel 35*nonies*, § 2, Absatz 6 des Dekrets vom 12. April 2001 genannten Vereinbarung mit sich bringt, wird vor ihrer Umsetzung dem betreffenden Netzbetreiber durch den benannten Vertreter mit allen beweiskräftigen Kommunikationsmitteln mitgeteilt und ist Gegenstand eines Zusatzes zur Vereinbarung.

Die Meldung erfolgt gemäß dem Standardformular, das von der CWaPE nach Stellungnahme der Netzbetreiber erstellt und auf deren Internetseiten veröffentlicht wird.

Neben den in Artikel 35*nonies* § 2 des Dekrets vom 12. April 2001 und in Artikel 6 des vorliegenden Erlasses identifizierten personenbezogenen Daten kann das Formular auch nicht personenbezogene Informationen enthalten, die für die Bearbeitung der Akte erforderlich sind.

Innerhalb von zwanzig Werktagen nach Erhalt der Mitteilung überprüft der betreffende Netzbetreiber, ob er im Besitz aller Unterlagen und Informationen ist, die für die Prüfung der Einhaltung der Bedingungen im Zusammenhang mit der gemeinsamen Energienutzung erforderlich sind, und überprüft gegebenenfalls die Einhaltung der in Artikel 35*nonies*, § 1, Absatz 1, 1° bis 6° des Dekrets vom 12. April 2001 genannten Bedingungen, und:

1° lässt, wenn alle Bedingungen erfüllt sind oder wenn die Änderung den Verteilungsschlüssel betrifft und dieser in der Liste der Standardverteilungsschlüssel gemäß Artikel 35*sexdecies*, § 2, Absatz 3 desselben Dekrets enthalten ist, dem ernannten Vertreter per Post einen Vorschlag für eine Änderung der Vereinbarung gemäß Artikel 35*nonies*, § 2, Absatz 6 desselben Dekrets zukommen;

2° informiert, wenn die Änderung den Verteilungsschlüssel betrifft und dieser nicht Teil der Liste der Standardverteilungsschlüssel gemäß Artikel 35sexdecies, § 2, Absatz 3 desselben Dekrets ist, den ernannten Vertreter entweder über die Frist für die Umsetzung oder über die Gründe für die Nichtgenehmigung des beantragten Verteilungsschlüssels und schlägt ihm einen alternativen Verteilungsschlüssel gemäß Artikel 6, § 1, Absatz 2 vor;

3° informiert, wenn nicht alle Dokumente und Informationen, die für die Prüfung der Einhaltung der mit der Aktivität zur gemeinsamen Nutzung von Energie verbundenen Bedingungen erforderlich sind, in seinem Besitz sind oder wenn nicht alle Bedingungen eingehalten werden, den benannten Vertreter mit allen beweiskräftigen Kommunikationsmitteln über die fehlenden Elemente oder die festgestellten Nichtkonformitäten und die Tatsache, dass die geplante Änderung der Aktivität zur gemeinsamen Nutzung von Energie nicht umgesetzt wird.

In Bezug auf 2° hat der benannte Vertreter ab dem Erhalt des Vorschlags des betreffenden Netzbetreibers 20 Werktage Zeit, sich zu äußern.

Im Falle einer Einigung über die Änderung des Verteilungsschlüssels sendet der betreffende Netzbetreiber innerhalb von zehn Werktagen nach Eingang der Bemerkungen beim betreffenden Netzbetreiber dem benannten Vertreter per Post einen Vorschlag für einen Zusatz zu der in Artikel 35nonies, § 2, Absatz 6 des Dekrets vom 12. April 2001 genannten Vereinbarung.

Die Änderung wird nicht vor dem Zeitpunkt des Inkrafttretens der Zusatzvereinbarung umgesetzt. Normalerweise ist dies der zwanzigste Werktag, der auf den Tag folgt, an dem der betreffende Netzbetreiber den unterzeichneten Zusatz erhalten hat. Auf Antrag des benannten Vertreters kann dieses Datum auch später liegen.

§ 2. Innerhalb von zehn Werktagen nach Eingang des Vorschlags für eine Änderung der Vereinbarung sendet der benannte Vertreter ein unterzeichnetes Exemplar an den betreffenden Netzbetreiber.

§ 3 Der betreffende Netzbetreiber informiert die Anbieter der von der Änderung betroffenen Zugangspunkte spätestens fünfzehn Werktage vor dem Tag, an dem die Änderung der Vereinbarung in Kraft tritt.

Art. 8. § 1. Wird eine gemeinsame Energienutzung beendet, so teilt der benannte Vertreter dem betreffenden Netzbetreiber auf elektronischem Wege den gewünschten Termin für die Beendigung der gemeinsamen Energienutzung mit, der notwendigerweise um Mitternacht liegen muss. Diese Information muss dem betreffenden Netzbetreiber spätestens zwanzig Werktage vor dem gewünschten Datum der Beendigung der gemeinsamen Energienutzung zugehen. Bei Nichteinhaltung dieser Frist erfolgt die Einstellung der gemeinsamen Energienutzung am zwanzigsten Werktag nach Erhalt der Information durch den betreffenden Netzbetreiber.

Der betreffende Netzbetreiber unterrichtet die Anbieter der betreffenden Zugangspunkte spätestens fünfzehn Werktage vor dem Tag, an dem die gemeinsame Energienutzung eingestellt wird.

Der betreffende Netzbetreiber informiert die CWaPE über die Einstellung der gemeinsamen Energienutzung gemäß den von der CWaPE festgelegten Modalitäten und zeitlichen Abläufen.

§ 2. Im Falle des Rücktritts eines Teilnehmers an einer gemeinsamen Energienutzung wird das Verfahren nach Artikel 8 angewandt.

KAPITEL 3. - Governance von Energiegemeinschaften

Art. 9. Neben den in Artikel 35duodecies, § 1, Absatz 2 des Dekrets vom 12. April 2001 genannten Elementen enthält die Satzung der Energiegemeinschaft folgende Elemente:

1° die Verpflichtung des Verwaltungsorgans oder, in Ermangelung eines solchen, der Mitglieder, den Mitgliedern und Aktionären jährlich einen Bericht darüber zu erstellen, wie die von der Energiegemeinschaft durchgeführten Aktivitäten, Maßnahmen und Entscheidungen dazu beitragen, die verfolgten Ziele in Bezug auf ökologische, wirtschaftliche oder soziale Vorteile zu erreichen;

2° die Verwendung des Liquidationsüberschusses der juristischen Person nach Bereinigung aller Verbindlichkeiten und Rückzahlung ihres Einsatzes an die Mitglieder und Aktionäre gemäß einer Bestimmung und Verteilung, die mit den in Artikel 35duodecies, § 1, Absatz 2, 4°, desselben Dekrets definierten Bestimmungen kohärent ist.

Der in Absatz 1, 1° genannte Bericht muss insbesondere feststellen, dass die Ausgaben für Investitionen, Betriebskosten und Vergütungen so gestaltet sind, dass die Verwirklichung der verfolgten Ziele in Bezug auf die ökologischen, wirtschaftlichen oder sozialen Vorteile, wie in Artikel 35duodecies, § 1, Absatz 2, 3° des Dekrets vom 12. April 2001 definiert, im Vordergrund steht. Dieser Bericht wird der CWaPE in der von ihr festgelegten Weise zur Verfügung gestellt.

Art. 10. § 1. Eine Energiegemeinschaft gilt als autonom, sofern ein Mitglied oder ein Aktionär nicht allein oder gemeinsam mit einer oder mehreren verbundenen Personen im Sinne von Artikel 1:20 des Gesetzes über Gesellschaften und Vereinigungen fünfzig Prozent oder mehr der Stimmrechte der Energiegemeinschaft besitzt.

Besteht eine Energiegemeinschaft aus zwei Mitgliedern oder Anteilseignern, so hält abweichend von Absatz 1 jeder von ihnen fünfzig Prozent der Stimmrechte der Energiegemeinschaft.

§ 2. Eine Energiegemeinschaft gilt jedoch nicht als autonom, wenn sie mit einem anderen Rechtsträger oder einer anderen natürlichen Person durch eine der folgenden Beziehungen verbunden ist:

1° eine Einrichtung oder eine natürliche Person hat das Recht, die Mehrheit der Mitglieder des Verwaltungs-, Leitungs- oder Aufsichtsorgans der Energiegemeinschaft zu ernennen oder abzurufen;

2° ein Rechtsträger oder eine natürliche Person hat aufgrund eines mit der Energiegemeinschaft geschlossenen Vertrags oder aufgrund einer Klausel in deren Satzung das Recht, einen beherrschenden Einfluss auf die Energiegemeinschaft auszuüben;

3° ein Rechtsträger oder eine natürliche Person kontrolliert aufgrund einer Vereinbarung mit anderen Mitgliedern der Energiegemeinschaft allein die Mehrheit der Stimmrechte der Mitglieder der Energiegemeinschaft.

In Bezug auf 2° wird vermutet, dass kein beherrschender Einfluss vorliegt, wenn die in Paragraph 2, 2° genannten Rechtsträger oder natürlichen Personen sich nicht direkt oder indirekt in die Verwaltung der Energiegemeinschaft einmischen, unbeschadet der Rechte, die sie als Mitglieder oder Aktionäre haben.

Art. 11. Die in Artikel 35duodecies, § 1, Absatz 2, 1° des Dekrets vom 12. April 2001 genannten Regeln zu Interessenkonflikten sehen mindestens vor, dass, wenn ein Mitglied oder ein Aktionär einer Energiegemeinschaft direkt oder indirekt ein entgegen gesetztes Interesse vermögensrechtlicher Art an einer Entscheidung oder an einer von der Energiegemeinschaft getroffenen oder durchgeführten Transaktion hat, er das Verwaltungsorgan oder, in Ermangelung dessen, alle Mitglieder und Aktionäre der Energiegemeinschaft darüber informiert.

Falls alle Mitglieder und Anteilseigner einer Energiegemeinschaft einen Interessenkonflikt haben, kann die Energiegemeinschaft gültig beschließen. Die getroffene Entscheidung wird begründet und der CWaPE nach den von ihr festgelegten Modalitäten zur Verfügung gestellt.

Art. 12. Die Gemeinschaft für erneuerbare Energien definiert den Begriff der Nähe gemäß Artikel 35^{terdecies}, § 1, Absatz 2, 1° des Dekrets vom 12. April 2001 in einer Weise, die mit den Zielen oder Aktivitäten, die sie gemäß ihrer Satzung zu erfüllen beabsichtigt, in Einklang steht.

Art. 13. Nur Energiegemeinschaften, die bei der CWaPE angemeldet sind, dürfen auf ihren Dokumenten, Veröffentlichungen oder Mitteilungen die Bezeichnung „Energiegemeinschaft“ führen.

KAPITEL 4 - Gründung einer Energiegemeinschaft

Art. 14. Zusätzlich zu den in Artikel 35^{terdecies}, § 1, Absatz 4 des Dekrets vom 12. April 2001 genannten Informationen enthält das im selben Paragraphen, Absätze 2 und 3, genannte Meldeformular die Kontaktdaten des Vertreters der Energiegemeinschaft, den Nachweis seiner Bevollmächtigung und die Anschrift der Teilnehmer.

Neben den in Artikel 35^{terdecies} § 1 des Dekrets vom 12. April 2001 und in diesem Artikel identifizierten personenbezogenen Daten kann das Formular auch nicht personenbezogene Informationen enthalten, die für die Bearbeitung der Akte erforderlich sind.

Das Formular enthält außerdem:

1° die Liste der beizufügenden Unterlagen;

2° Informationen über die Verarbeitung personenbezogener Daten, wie in Artikel 35^{terdecies}, § 4 des Dekrets vom 12. April 2001 genannt.

Das Datum der Inbetriebnahme von Erzeugungseinheiten im Sinne von Artikel 35^{terdecies} § 1 Absatz 4 des Dekrets vom 12. April 2001 ist das Datum der Verwendung, wie in Buch 1 über elektrische Niederspannungs- und Kleinspannungsanlagen und Buch 2 über elektrische Hochspannungsanlagen der Allgemeinen Vorschriften für elektrische Anlagen, festgelegt durch den Königlichen Erlass vom 8. September 2019, vorgesehen.

Art. 15. § 1. Das in Artikel 35^{terdecies}, § 1, Absätze 2 und 3 des Dekrets vom 12. April 2001 genannte Formular zur Meldung der Gründung einer Energiegemeinschaft, die eine oder mehrere Aktivitäten auf dem Elektrizitätsmarkt zum Gegenstand hat, wird vom Vertreter der Energiegemeinschaft mittels eines beliebigen Kommunikationsmittels mit Beweiskraft an die CWaPE übermittelt.

Der Vertreter der Energiegemeinschaft fügt dem Formular alle Dokumente und Informationen bei, die darin verlangt werden.

§ 2. Innerhalb von zehn Werktagen nach Erhalt der in Paragraph 1 genannten Mitteilung prüft die CWaPE, ob sie im Besitz aller Dokumente und Informationen ist, die für die Prüfung der Erfüllung der mit der Gründung einer Energiegemeinschaft verbundenen Bedingungen erforderlich sind, und:

1° lässt, wenn die Mitteilung vollständig ist, dem Vertreter der Energiegemeinschaft per Post oder auf elektronischem Weg eine Empfangsbestätigung über die Vollständigkeit der Mitteilung zukommen;

2° sendet, wenn die Mitteilung unvollständig ist, dem Vertreter der Energiegemeinschaft mittels eines beweiskräftigen Kommunikationsmittels eine Empfangsbestätigung zu, die die Unvollständigkeit der Mitteilung bestätigt, die fehlenden Informationen oder Dokumente angibt und ihn auffordert, seine Mitteilung auf elektronischem Weg zu vervollständigen.

Innerhalb von zehn Werktagen nach Eingang der Ergänzungen bei der CWaPE schickt diese eine Empfangsbestätigung gemäß Absatz 1.

Wenn der Vertreter der Energiegemeinschaft nicht alle fehlenden Informationen oder Dokumente innerhalb von sechs Monaten nach Erhalt der ersten Empfangsbestätigung, die die Unvollständigkeit der Anmeldung bestätigt, nachreicht, wird die Mitteilung hinfällig.

Die Empfangsbestätigung, die die Vollständigkeit der in Absatz 1, 1° genannten Mitteilung bestätigt, dient lediglich als Nachweis für die in Artikel 35^{terdecies}, § 1 des Dekrets vom 12. April 2001 geforderte Mitteilung, unbeschadet der Einhaltung sämtlicher Bestimmungen dieses Dekrets und seiner Durchführungserlasse sowie der Kontroll- und Sanktionsbefugnisse der CWaPE.

Art. 16. § 1. Der Vertreter der Energiegemeinschaft meldet der CWaPE auf elektronischem Wege innerhalb von 15 Werktagen alle Änderungen in Bezug auf die bei der ursprünglichen Meldung oder seit der letzten Meldung übermittelten Informationen und Dokumente.

Die CWaPE kann eine Liste von Änderungen erstellen, die nur eine jährliche Meldung erfordern.

Die Meldung erfolgt gemäß dem von der CWaPE erstellten und auf ihrer Website veröffentlichten Standardformular.

Neben den in Artikel 35^{terdecies} § 1 des Dekrets vom 12. April 2001 und in Artikel 15 des vorliegenden Erlasses identifizierten personenbezogenen Daten kann das Formular auch nicht personenbezogene Informationen enthalten, die für die Bearbeitung der Akte erforderlich sind.

§ 2. Innerhalb von zehn Werktagen nach Erhalt der in Paragraph 1 genannten Mitteilung über jede Änderung bestätigt die CWaPE dem Vertreter der Energiegemeinschaft auf elektronischem Wege den ordnungsgemäßen Eingang der Mitteilung.

Die in Absatz 1 genannte Empfangsbestätigung dient lediglich als Nachweis für den ordnungsgemäßen Empfang der Informationen durch die CWaPE, unbeschadet der Einhaltung sämtlicher Bestimmungen des Dekrets vom 12. April 2001 und seiner Ausführungserlasse sowie der Kontroll- und Sanktionsbefugnisse der CWaPE.

Art. 17. Der Vertreter der Energiegemeinschaft teilt der CWaPE innerhalb von 15 Werktagen auf elektronischem Wege das Ende der Tätigkeit oder die Auflösung der Energiegemeinschaft mit.

So schnell wie möglich schickt die CWaPE dem Vertreter der Energiegemeinschaft eine Empfangsbestätigung der in Absatz 1 genannten Mitteilung.

KAPITEL 5. - Gemeinsame Energienutzung innerhalb einer Energiegemeinschaft

Abschnitt 1 - Berechtigung

Art. 18. § 1. Jeder auf gemeinsam genutzte Elektrizität anwendbare Verteilungsschlüssel gemäß Artikel 35^{duodecies}, § 2, Absatz 1, 2°, a) des Dekrets vom 12. April 2001, der in der Liste der Standardverteilungsschlüssel gemäß Artikel 35^{sexdecies}, § 2, Absatz 3 desselben Dekrets enthalten ist, wird vom Netzbetreiber akzeptiert.

Für den Fall, dass der gewünschte Verteilungsschlüssel nicht in der Liste der Standardverteilungsschlüssel gemäß Artikel 35^{sexdecies}, § 2, Absatz 3 des Dekrets vom 12. April 2001 enthalten ist:

1° wenn der Verteilungsschlüssel technisch mit vertretbarem Aufwand umgesetzt werden kann, informiert der Netzbetreiber den Vertreter der Energiegemeinschaft über die für die Umsetzung erforderliche Frist und schlägt ihm einen alternativen Verteilungsschlüssel vor, der dem gewünschten Schlüssel am nächsten kommt;

2° falls der Verteilungsschlüssel technisch nicht oder nur zu offensichtlich unangemessenen Kosten anwendbar ist, teilt der Netzbetreiber dem Vertreter der Energiegemeinschaft die Gründe für die Unmöglichkeit der Entwicklung des gewünschten Schlüssels mit und schlägt ihm einen alternativen Verteilungsschlüssel vor, der dem gewünschten Schlüssel am nächsten kommt.

In Bezug auf 2° informiert der Netzbetreiber die CWaPE gemäß den von dieser festgelegten Modalitäten.

§ 2. Zusätzlich zu den in Artikel 35^{quaterdecies}, § 3, Absatz 3 des Dekrets vom 12. April 2001 genannten Informationen enthält das in demselben Paragraphen, Absätze 1 und 2, genannte Formular für den Antrag auf Genehmigung zur gemeinsamen Nutzung von Energie innerhalb einer Energiegemeinschaft folgende Angaben:

1° die Kontaktdaten des Vertreters der Energiegemeinschaft und den Nachweis seiner Bevollmächtigung;

2° die Liste der Netzbetreiber, an die die für die gemeinsame Nutzung von Energie genutzten Erzeugungsanlagen und die an der gemeinsamen Nutzung von Energie beteiligten Teilnehmer der Energiegemeinschaft angeschlossen sind;

3° den Nachweis des Verzichts auf die Anwendung des Sozialtarifs für den Anteil des verbrauchten Stroms, der aus der gemeinsamen Nutzung von Energie stammt, für die betroffenen Zugangspunkte;

4° für eine Gemeinschaft zur Nutzung von erneuerbaren Energien, die Informationen, die belegen, dass der Begriff der Nähe, der in Artikel 35^{quindécies} Absatz 2 desselben Dekrets vorgesehen ist, eingehalten wird.

Neben den in Artikel 35^{quaterdecies} § 3, Absatz 3 des Dekrets vom 12. April 2001 und in diesem Artikel identifizierten personenbezogenen Daten kann das Formular auch nicht personenbezogene Informationen enthalten, die für die Bearbeitung der Akte erforderlich sind.

Das Formular enthält außerdem:

1° die Liste der beizufügenden Unterlagen;

2° Informationen über die Verarbeitung personenbezogener Daten, wie in Artikel 35^{quaterdecies}, § 4 des Dekrets vom 12. April 2001 genannt.

Das Datum der Inbetriebnahme von Erzeugungsanlagen im Sinne von Artikel 35^{quaterdecies} § 3 Absatz 3, 4° des Dekrets vom 12. April 2001 ist das Datum der Verwendung, wie in Buch 1 über elektrische Niederspannungs- und Kleinspannungsanlagen und Buch 2 über elektrische Hochspannungsanlagen der Allgemeinen Vorschriften für elektrische Anlagen, festgelegt durch den Königlichen Erlass vom 8. September 2019, vorgesehen. Zu den Merkmalen dieser Anlagen gehören auch die Identifikationsdaten des Eigentümers sowie alle Informationen, die für die Identifizierung der Person mit dem Status des Erzeugers oder Eigenerzeugers erforderlich sind.

Art. 19. § 1. Das in Artikel 35^{quaterdecies}, § 3, Absätze 1 und 2 des Dekrets vom 12. April 2001 genannte Antragsformular für die Genehmigung der gemeinsamen Energienutzung innerhalb einer Energiegemeinschaft wird vom Vertreter der Energiegemeinschaft mit jedem Kommunikationsmittel mit Beweiskraft an den Netzbetreiber übermittelt, an den die für die gemeinsame Energienutzung eingesetzten Erzeugungsanlagen und die Teilnehmer der Energiegemeinschaft, die sich an der gemeinsamen Energienutzung beteiligen, angeschlossen sind. Der Vertreter der Energiegemeinschaft fügt dem Formular alle Dokumente und Informationen bei, die darin verlangt werden.

Sind die von der gemeinsamen Nutzung von Energie betroffenen Erzeugungsanlagen oder Teilnehmer der Energiegemeinschaft an die Netze von mehr als einem Netzbetreiber angeschlossen, so ist das Formular mit Hilfe eines beweiskräftigen Kommunikationsmittels an einen der betroffenen Netzbetreiber zu übermitteln. Dieser Netzbetreiber übernimmt die Funktion einer einzigen Anlaufstelle und ist für die Koordinierung der Bearbeitung des Genehmigungsantrags mit den anderen Netzbetreibern zuständig.

§ 2. Innerhalb von zehn Werktagen nach Eingang des in Paragraph 1 genannten Genehmigungsantrags überprüft der Netzbetreiber, ob er im Besitz aller Unterlagen und Informationen ist, die für die Prüfung der Einhaltung der technischen Bedingungen im Zusammenhang mit der gemeinsamen Energienutzung gemäß Artikel 35^{quaterdecies}, § 1, Absatz 1, 1° bis 4°, des Dekrets vom 12. April 2001 erforderlich sind, und:

1° lässt, wenn der Genehmigungsantrag vollständig ist und der Verteilungsschlüssel in der Liste der Standardverteilungsschlüssel gemäß Artikel 35^{sexdecies}, § 2, Absatz 3 desselben Dekrets enthalten ist, dem Vertreter der Energiegemeinschaft per Post oder auf elektronischem Wege eine Empfangsbestätigung über die Vollständigkeit des Antrags zukommen;

2° sendet, wenn der Genehmigungsantrag vollständig ist, der beantragte Verteilungsschlüssel jedoch nicht zur Liste der Standardverteilungsschlüssel gehört, die in Artikel 35^{sexdecies}, § 2, Absatz 3 desselben Dekrets genannt wird, durch jedes Kommunikationsmittel mit Beweiswert, eine Empfangsbestätigung, die die Vollständigkeit des Antrags bestätigt und den Vertreter der Energiegemeinschaft entweder über die Frist für die Umsetzung oder über die Gründe für die Nichtgenehmigung des beantragten Verteilungsschlüssels informiert, indem er ihm einen alternativen Verteilungsschlüssel gemäß Artikel 19, § 1, Absatz 2 vorschlägt, und ihn auffordert, seine Bemerkungen zu äußern;

3° lässt, wenn der Genehmigungsantrag unvollständig ist, dem Vertreter der Energiegemeinschaft durch jedes Kommunikationsmittel mit Beweiswert eine Empfangsbestätigung zukommen, die die Unvollständigkeit des Antrags bestätigt, die fehlenden Informationen oder Dokumente angibt und ihn auffordert, den Genehmigungsantrag auf elektronischem Weg zu vervollständigen.

Innerhalb von zehn Werktagen nach Eingang der Ergänzungen und Anmerkungen beim Netzbetreiber übermittelt dieser eine Empfangsbestätigung gemäß Absatz 1.

Wenn der Vertreter der Energiegemeinschaft nicht innerhalb von sechs Monaten nach Erhalt der ersten Empfangsbestätigung, in der er aufgefordert wird, Stellung zu nehmen oder seinen Antrag zu vervollständigen, alle fehlenden Informationen und Unterlagen nachreicht oder seinen Genehmigungsantrag anpasst, wird der Antrag ungültig.

§ 3 Innerhalb von zwanzig Werktagen ab dem Versand der Empfangsbestätigung, die die Vollständigkeit des Genehmigungsantrags bestätigt, überprüft der Netzbetreiber die Einhaltung der technischen Bedingungen gemäß Artikel 35^{quater}decies, § 1, Absatz 1, 1° bis 4°, des Dekrets vom 12. April 2001 und übermittelt seine Stellungnahme zum Genehmigungsantrag an die CWaPE gemäß den von ihr festgelegten Modalitäten. Dieser Stellungnahme werden alle Antragsunterlagen beigelegt, die sich in seinem Besitz befinden. Der Netzbetreiber übermittelt auch dem Vertreter der Energiegemeinschaft eine Kopie dieser Stellungnahme.

Bei Gemeinschaften für erneuerbare Energien prüft der Netzbetreiber außerdem, ob die geplante gemeinsame Energienutzung den Bedingungen entspricht, die durch oder gemäß Artikel 35^{quint}decies des Dekrets vom 12. April 2001 festgelegt wurden.

§ 4. Innerhalb von vierzig Werktagen nach Erhalt der Stellungnahme des Netzbetreibers zusammen mit den Unterlagen des Genehmigungsantrags überprüft die CWaPE die Einhaltung der Bedingungen, die durch oder aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 festgelegt wurden, und:

1° sendet, wenn alle Bedingungen erfüllt sind, die Genehmigung für eine gemeinsame Energienutzung innerhalb einer Energiegemeinschaft erteilt und per Post oder auf elektronischem Weg an den Vertreter der Energiegemeinschaft und den Netzbetreiber;

2° informiert, wenn nicht alle Bedingungen erfüllt sind, den Vertreter der Energiegemeinschaft durch ein beweiskräftiges Kommunikationsmittel über die festgestellten Nichtkonformitäten und fordert ihn auf, sich innerhalb von zwei Monaten nach Erhalt dieser Aufforderung zu äußern oder seinen Antrag anzupassen.

Sobald die CWaPE die Bemerkungen oder Anpassungen erhalten hat, beginnt das Verfahren erneut nach den in diesem Paragraphen vorgesehenen Modalitäten.

Unbeschadet des Paragraphen 5 lehnt die CWaPE die Einrichtung der gemeinsamen Energienutzung in den folgenden Fällen ab:

1° wenn der Vertreter der Energiegemeinschaft nach Ablauf von zwei Monaten nach Erhalt einer Aufforderung zur Stellungnahme oder zur Anpassung des Antrags die genannten Elemente nicht mitgeteilt hat oder nicht nachweist, dass er die Bedingungen erfüllt, die durch oder aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 festgelegt wurden;

2° wenn nach Ablauf einer Frist von sechs Monaten, die mit dem Erhalt der ersten Aufforderung zur Stellungnahme oder zur Anpassung des Antrags beginnt, die Akte immer noch nicht die in Absatz 1 genannten Bedingungen erfüllt.

Die CWaPE teilt dies dem Vertreter der Energiegemeinschaft über jedes beweiskräftige Kommunikationsmittel mit und nennt die fehlenden Elemente oder die festgestellten Nichtkonformitäten.

§ 5. Abweichend von Paragraph 4 gilt: Wenn nicht alle Bedingungen erfüllt sind, die CWaPE aber der Ansicht ist, dass die in Artikel 35^{quater}decies § 3 Absatz 8 des Dekrets vom 12. April 2001 genannte Vereinbarung von den Parteien unter aufschiebenden Bedingungen unterzeichnet werden kann, die für die Erfüllung der in Artikel 35^{quater}decies § 1 desselben Dekrets genannten Bedingungen unbedingt erforderlich sind, erteilt die CWaPE die Genehmigung für die gemeinsame Energienutzung innerhalb einer Energiegemeinschaft unter diesen aufschiebenden Bedingungen und sendet sie per Post oder auf elektronischem Wege an den Vertreter der Energiegemeinschaft und den Netzbetreiber.

§ 6. Innerhalb von zehn Werktagen nach Erhalt der Genehmigung für eine gemeinsame Energienutzung innerhalb einer Energiegemeinschaft sendet der Netzbetreiber dem Vertreter der Energiegemeinschaft einen Vorschlag für die Vereinbarung gemäß Artikel 35^{quater}decies, § 3, Absatz 8 des Dekrets vom 12. April 2001.

Der Vorschlag für eine Vereinbarung wird gemäß der von der CWaPE genehmigten Mustervereinbarung gemäß Artikel 43, § 2, Absatz 2, 18°, des Dekrets vom 12. April 2001, in Abstimmung zwischen dem Netzbetreiber und dem Vertreter der Energiegemeinschaft erstellt und gibt das Datum des Beginns der gemeinsamen Energienutzung an. Normalerweise ist dies der zwanzigste Werktag, der auf den Tag folgt, an dem der Netzbetreiber die unterzeichnete Vereinbarung erhalten hat. Auf Antrag des Vertreters der Energiegemeinschaft kann dieses Datum auch später liegen.

Wird die Vereinbarung unter aufschiebenden Bedingungen unterzeichnet, beginnt die gemeinsame Energienutzung frühestens am zwanzigsten Werktag nach dem Eingang des Nachweises der Erfüllung aller aufschiebenden Bedingungen beim Netzbetreiber.

§ 7. Innerhalb von zehn Werktagen nach Erhalt des Vereinbarungsvorschlags schickt der Vertreter der Energiegemeinschaft dem Netzbetreiber ein unterzeichnetes Exemplar.

§ 8. Der Netzbetreiber informiert die Anbieter der von der gemeinsamen Energienutzung betroffenen Zugangspunkte gemäß Artikel 35^{quater}decies, § 6, des Dekrets vom 12. April 2001 spätestens 15 Werktage vor Beginn der gemeinsamen Energienutzung.

Art. 20. § 1. Vor ihrer Umsetzung muss jede Änderung im Zusammenhang mit der gemeinsamen Nutzung von Energie innerhalb einer Energiegemeinschaft von der CWaPE genehmigt werden.

Der Antrag auf Genehmigung der Änderung wird vom Vertreter der Energiegemeinschaft dem Netzbetreiber durch jedes Kommunikationsmittel mit Beweiswert übermittelt. Er erfolgt gemäß dem Standardformular, das von der CWaPE nach Stellungnahme der Netzbetreiber erstellt und auf deren Internetseiten veröffentlicht wird. Das Verfahren wird gemäß Artikel 20 §§ 2 bis 8 fortgesetzt und führt gegebenenfalls zur Unterzeichnung eines Nachtrags zur Vereinbarung.

Neben den in Artikel 35^{quater}decies § 3, Absatz 3 des Dekrets vom 12. April 2001 und in Artikel 19 des vorliegenden Erlasses identifizierten personenbezogenen Daten kann das Formular auch nicht personenbezogene Informationen enthalten, die für die Bearbeitung der Akte erforderlich sind.

§ 2. Abweichend von Paragraph 1 wird vor ihrer Umsetzung jede Änderung im Zusammenhang mit der gemeinsamen Nutzung von Energie innerhalb einer Energiegemeinschaft, die eine Änderung der Bedingungen der in Artikel 35^{quater}decies, § 3, Absatz 8 des Dekrets vom 12. April 2001 genannten Vereinbarung mit sich bringt und die keine Revision der von der CWaPE erteilten, in Artikel 35^{quater}decies, § 3 desselben Dekrets genannten Genehmigung nach sich ziehen kann, Gegenstand eines Nachtrags zur Vereinbarung sein. Der Antrag auf Änderung wird vom Vertreter der Energiegemeinschaft auf elektronischem Wege an den Netzbetreiber übermittelt und erfolgt gemäß dem Standardformular, das von der CWaPE nach Stellungnahme der Netzbetreiber erstellt und auf deren Websites veröffentlicht wird.

Neben den in Artikel 35^{quaterdecies} § 3, Absatz 3 des Dekrets vom 12. April 2001 und in Artikel 19 des vorliegenden Erlasses identifizierten personenbezogenen Daten kann das Formular auch nicht personenbezogene Informationen enthalten, die für die Bearbeitung der Akte erforderlich sind.

Innerhalb von zwanzig Werktagen nach Eingang des Änderungsantrags prüft der Netzbetreiber, ob er im Besitz aller Unterlagen und Informationen ist, die für die Prüfung der Einhaltung der technischen Bedingungen im Zusammenhang mit der gemeinsamen Energienutzung gemäß Artikel 35^{quaterdecies}, § 1, Absatz 1, 1° bis 4° des Dekrets vom 12. April 2001 und, für Gemeinschaften für erneuerbare Energien, der Bedingungen, die durch oder gemäß Artikel 35^{quindécies} desselben Dekrets festgelegt wurden, erforderlich sind, und prüft gegebenenfalls die Einhaltung dieser Bedingungen, und:

1° sendet, wenn alle Bedingungen erfüllt sind oder wenn die Änderung den Verteilungsschlüssel betrifft und dieser in der Liste der Standardverteilungsschlüssel gemäß Artikel 35^{sexdecies}, § 2, Absatz 3 desselben Dekrets enthalten ist, dem Vertreter der Energiegemeinschaft per Post oder auf elektronischem Wege einen Vorschlag für einen Nachtrag zur Vereinbarung gemäß Artikel 35^{quaterdecies}, § 3, Absatz 8 desselben Dekrets zu;

2° informiert, wenn die Änderung den Verteilungsschlüssel betrifft und dieser nicht Teil der Liste der Standardverteilungsschlüssel gemäß Artikel 35^{sexdecies}, § 2, Absatz 3 desselben Dekrets ist, den Vertreter der Energiegemeinschaft entweder über die Frist für die Umsetzung oder über die Gründe für die Nichtgenehmigung des beantragten Verteilungsschlüssels und schlägt ihm einen alternativen Verteilungsschlüssel gemäß Artikel 19, § 1, Absatz 2 vor;

3° informiert, wenn nicht alle Dokumente und Informationen, die für die Prüfung der Einhaltung der mit der Aktivität zur gemeinsamen Nutzung von Energie verbundenen technischen Bedingungen erforderlich sind, in seinem Besitz sind oder wenn nicht alle Bedingungen eingehalten werden, den Vertreter der Energiegemeinschaft mit allen beweiskräftigen Kommunikationsmitteln über die fehlenden Elemente oder die festgestellten Nichtkonformitäten und die Tatsache, dass die geplante Änderung der Aktivität zur gemeinsamen Nutzung von Energie nicht umgesetzt wird.

In Bezug auf 2° hat der Vertreter der Energiegemeinschaft ab dem Erhalt des Vorschlags des Netzbetreibers 20 Werktage Zeit, sich zu äußern.

Im Falle einer Einigung über die Änderung des Verteilungsschlüssels sendet der Netzbetreiber dem Vertreter der Energiegemeinschaft innerhalb von zehn Werktagen ab Eingang der Bemerkungen beim Netzbetreiber einen Vorschlag für einen Zusatzvertrag zur Vereinbarung gemäß Artikel 35^{quaterdecies}, § 3, Absatz 8 des Dekrets vom 12. April 2001.

Die Änderung wird nicht vor dem Zeitpunkt des Inkrafttretens der Zusatzvereinbarung umgesetzt. Normalerweise ist dies der zwanzigste Werktag, der auf den Tag folgt, an dem der Netzbetreiber den unterzeichneten Zusatz erhalten hat. Auf Antrag des Vertreters der Energiegemeinschaft kann dieses Datum auch später liegen.

Der Minister kann die in Absatz 1 genannten Änderungen präzisieren und eine Liste dieser Änderungen erstellen.

§ 3 Der Netzbetreiber informiert die Anbieter der von der Änderung betroffenen Zugangspunkte spätestens fünfzehn Werktage vor dem Tag, an dem die Änderung der Vereinbarung in Kraft tritt.

Art. 21. § 1. Wird eine gemeinsame Energienutzung beendet, so teilt der Vertreter der Energiegemeinschaft dem Netzbetreiber auf elektronischem Wege den gewünschten Termin für die Beendigung der gemeinsamen Energienutzung mit, der notwendigerweise um Mitternacht liegen muss. Diese Information muss dem Netzbetreiber spätestens gemeinsame Energienutzung innerhalb einer Energiegemeinschaft unter diesen aufschiebenden Bedingungen und sendet sie per Post oder auf elektronischem Wege an den Vertreter der Energiegemeinschaft und den Netzbetreiber.

§ 6. Innerhalb von zehn Werktagen nach Erhalt der Genehmigung für eine gemeinsame Energienutzung innerhalb einer Energiegemeinschaft sendet der Netzbetreiber dem Vertreter der Energiegemeinschaft einen Vorschlag für die Vereinbarung gemäß Artikel 35^{quaterdecies}, § 3, Absatz 8 des Dekrets vom 12. April 2001.

Der Vorschlag für eine Vereinbarung wird gemäß der von der CWaPE genehmigten Mustervereinbarung gemäß Artikel 43, § 2, Absatz 2, 18°, des Dekrets vom 12. April 2001, in Abstimmung zwischen dem Netzbetreiber und dem Vertreter der Energiegemeinschaft erstellt und gibt das Datum des Beginns der gemeinsamen Energienutzung an. Normalerweise ist dies der zwanzigste Werktag, der auf den Tag folgt, an dem der Netzbetreiber die unterzeichnete Vereinbarung erhalten hat. Auf Antrag des Vertreters der Energiegemeinschaft kann dieses Datum auch später liegen.

Wird die Vereinbarung unter aufschiebenden Bedingungen unterzeichnet, beginnt die gemeinsame Energienutzung frühestens am zwanzigsten Werktag nach dem Eingang des Nachweises der Erfüllung aller aufschiebenden Bedingungen beim Netzbetreiber.

§ 7. Innerhalb von zehn Werktagen nach Erhalt des Vereinbarungsvorschlags schickt der Vertreter der Energiegemeinschaft dem Netzbetreiber ein unterzeichnetes Exemplar.

§ 8. Der Netzbetreiber informiert die Anbieter der von der gemeinsamen Energienutzung betroffenen Zugangspunkte gemäß Artikel 35^{quaterdecies}, § 6, des Dekrets vom 12. April 2001 spätestens 15 Werktage vor Beginn der gemeinsamen Energienutzung.

Art. 22. § 1. Vor ihrer Umsetzung muss jede Änderung im Zusammenhang mit der gemeinsamen Nutzung von Energie innerhalb einer Energiegemeinschaft von der CWaPE genehmigt werden.

Der Antrag auf Genehmigung der Änderung wird vom Vertreter der Energiegemeinschaft dem Netzbetreiber durch jedes Kommunikationsmittel mit Beweiswert übermittelt. Er erfolgt gemäß dem Standardformular, das von der CWaPE nach Stellungnahme der Netzbetreiber erstellt und auf deren Internetseiten veröffentlicht wird. Das Verfahren wird gemäß Artikel 20 §§ 2 bis 8 fortgesetzt und führt gegebenenfalls zur Unterzeichnung eines Nachtrags zur Vereinbarung.

Neben den in Artikel 35^{quaterdecies} § 3, Absatz 3 des Dekrets vom 12. April 2001 und in Artikel 19 des vorliegenden Erlasses identifizierten personenbezogenen Daten kann das Formular auch nicht personenbezogene Informationen enthalten, die für die Bearbeitung der Akte erforderlich sind.

§ 2. Abweichend von Paragraph 1 wird vor ihrer Umsetzung jede Änderung im Zusammenhang mit der gemeinsamen Nutzung von Energie innerhalb einer Energiegemeinschaft, die eine Änderung der Bedingungen der in Artikel 35^{quaterdecies}, § 3, Absatz 8 des Dekrets vom 12. April 2001 genannten Vereinbarung mit sich bringt und die keine Revision der von der CWaPE erteilten, in Artikel 35^{quaterdecies}, § 3 desselben Dekrets genannten Genehmigung nach sich ziehen kann, Gegenstand eines Nachtrags zur Vereinbarung sein. Der Antrag auf Änderung wird vom Vertreter der Energiegemeinschaft auf elektronischem Wege an den Netzbetreiber übermittelt und erfolgt gemäß dem Standardformular, das von der CWaPE nach Stellungnahme der Netzbetreiber erstellt und auf deren Websites veröffentlicht wird.

Neben den in Artikel 35^{quaterdecies} § 3, Absatz 3 des Dekrets vom 12. April 2001 und in Artikel 19 des vorliegenden Erlasses identifizierten personenbezogenen Daten kann das Formular auch nicht personenbezogene Informationen enthalten, die für die Bearbeitung der Akte erforderlich sind.

Innerhalb von zwanzig Werktagen nach Eingang des Änderungsantrags prüft der Netzbetreiber, ob er im Besitz aller Unterlagen und Informationen ist, die für die Prüfung der Einhaltung der technischen Bedingungen im Zusammenhang mit der gemeinsamen Energienutzung gemäß Artikel 35^{quaterdecies}, § 1, Absatz 1, 1° bis 4° des Dekrets vom 12. April 2001 und, für Gemeinschaften für erneuerbare Energien, der Bedingungen, die durch oder gemäß Artikel 35^{quindécies} desselben Dekrets festgelegt wurden, erforderlich sind, und prüft gegebenenfalls die Einhaltung dieser Bedingungen, und:

1° sendet, wenn alle Bedingungen erfüllt sind oder wenn die Änderung den Verteilungsschlüssel betrifft und dieser in der Liste der Standardverteilungsschlüssel gemäß Artikel 35^{sexcies}, § 2, Absatz 3 desselben Dekrets enthalten ist, dem Vertreter der Energiegemeinschaft per Post oder auf elektronischem Wege einen Vorschlag für einen Nachtrag zur Vereinbarung gemäß Artikel 35^{quaterdecies}, § 3, Absatz 8 desselben Dekrets zu;

2° informiert, wenn die Änderung den Verteilungsschlüssel betrifft und dieser nicht Teil der Liste der Standardverteilungsschlüssel gemäß Artikel 35^{sexdecies}, § 2, Absatz 3 desselben Dekrets ist, den Vertreter der Energiegemeinschaft entweder über die Frist für die Umsetzung oder über die Gründe für die Nichtgenehmigung des beantragten Verteilungsschlüssels und schlägt ihm einen alternativen Verteilungsschlüssel gemäß Artikel 19, § 1, Absatz 2 vor;

3° informiert, wenn nicht alle Dokumente und Informationen, die für die Prüfung der Einhaltung der mit der Aktivität zur gemeinsamen Nutzung von Energie verbundenen technischen Bedingungen erforderlich sind, in seinem Besitz sind oder wenn nicht alle Bedingungen eingehalten werden, den Vertreter der Energiegemeinschaft mit allen beweiskräftigen Kommunikationsmitteln über die fehlenden Elemente oder die festgestellten Nichtkonformitäten und die Tatsache, dass die geplante Änderung der Aktivität zur gemeinsamen Nutzung von Energie nicht umgesetzt wird.

In Bezug auf 2° hat der Vertreter der Energiegemeinschaft ab dem Erhalt des Vorschlags des Netzbetreibers 20 Werktage Zeit, sich zu äußern.

Im Falle einer Einigung über die Änderung des Verteilungsschlüssels sendet der Netzbetreiber dem Vertreter der Energiegemeinschaft innerhalb von zehn Werktagen ab Eingang der Bemerkungen beim Netzbetreiber einen Vorschlag für einen Zusatzvertrag zur Vereinbarung gemäß Artikel 35^{quaterdecies}, § 3, Absatz 8 des Dekrets vom 12. April 2001.

Die Änderung wird nicht vor dem Zeitpunkt des Inkrafttretens der Zusatzvereinbarung umgesetzt. Normalerweise ist dies der zwanzigste Werktag, der auf den Tag folgt, an dem der Netzbetreiber den unterzeichneten Zusatz erhalten hat. Auf Antrag des Vertreters der Energiegemeinschaft kann dieses Datum auch später liegen.

Der Minister kann die in Absatz 1 genannten Änderungen präzisieren und eine Liste dieser Änderungen erstellen.

§ 3 Der Netzbetreiber informiert die Anbieter der von der Änderung betroffenen Zugangspunkte spätestens fünfzehn Werktage vor dem Tag, an dem die Änderung der Vereinbarung in Kraft tritt.

Art. 23. § 1. Wird eine gemeinsame Energienutzung beendet, so teilt der Vertreter der Energiegemeinschaft dem Netzbetreiber auf elektronischem Wege den gewünschten Termin für die Beendigung der gemeinsamen Energienutzung mit, der notwendigerweise um Mitternacht liegen muss. Diese Information muss dem Netzbetreiber spätestens zwanzig Werktage vor dem gewünschten Datum der Beendigung der gemeinsamen Energienutzung zugehen. Bei Nichteinhaltung dieser Frist erfolgt die Einstellung der gemeinsamen Energienutzung am zwanzigsten Tag nach Erhalt der Information durch den Netzbetreiber.

Der Netzbetreiber unterrichtet die Anbieter der betreffenden Zugangspunkte spätestens fünfzehn Werktage vor dem Tag, an dem die gemeinsame Energienutzung eingestellt wird.

Der Netzbetreiber informiert die CWaPE über die Einstellung einer gemeinsamen Energienutzung gemäß den von der CWaPE festgelegten Modalitäten und zeitlichen Abläufen.

§ 2. Im Falle des Rücktritts eines Teilnehmers an einer gemeinsamen Energienutzung wird das Verfahren nach Artikel 21 angewandt.

Art. 24. Wenn die CWaPE feststellt, dass eine Energiegemeinschaft die Bedingungen und Verpflichtungen, die durch oder kraft des Dekrets vom 12. April 2001 vorgeschrieben sind, nicht einhält, teilt sie ihr dies unter Angabe der Gründe auf jedem beweiskräftigen Kommunikationsweg mit. Sie fordert die Energiegemeinschaft auf, innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat entweder ihre Stellungnahmen zu übermitteln oder Maßnahmen zu ergreifen, um die genannten Bedingungen und Verpflichtungen zu erfüllen.

Die CWaPE hört die Energiegemeinschaft an, die dies beantragt. In diesem Fall wird die in Absatz 1 genannte Frist um einen Monat verlängert. Die CWaPE kann der Energiegemeinschaft ausnahmsweise eine zusätzliche Frist von einem Monat für die Einhaltung der Vorschriften einräumen.

Wenn die Energiegemeinschaft nach Ablauf der gesetzten Frist immer noch nicht konform ist, entzieht die CWaPE ihr die Genehmigung zur gemeinsamen Nutzung von Energie, unbeschadet der Möglichkeit, gegebenenfalls eine Verwaltungsstrafe gemäß dem Dekret vom 12. April 2001 zu verhängen. Sie teilt ihre Entscheidung dem Vertreter der Energiegemeinschaft innerhalb eines Monats nach Ablauf der Frist mit und setzt den Netzbetreiber davon in Kenntnis. Dieser informiert die Anbieter der betroffenen Zugangspunkte innerhalb von fünf Werktagen.

Der Entzug der Genehmigung hat die Kündigung der gemäß Artikel 20 unterzeichneten Vereinbarung zum selben Zeitpunkt zur Folge, und der Netzbetreiber beendet die gemeinsame Energienutzung innerhalb von fünf Werktagen.

Abschnitt 2 - Nähe

Art. 25. Der Begriff der Nähe, der in Artikel 35^{quindécies} Absatz 2 des Dekrets vom 12. April 2001 genannt wird, erfüllt eines der folgenden Kriterien:

1° die für die gemeinsame Nutzung von Energie innerhalb der Gemeinschaft für erneuerbare Energie verwendeten Stromerzeugungsanlagen und die Teilnehmer an der gemeinsamen Nutzung des von diesen Anlagen erzeugten Stroms liegen auf dem Gebiet einer einzigen Gemeinde, außer in den folgenden Fällen:

a) Befindet sich eine Produktionsanlage auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden, so umfasst der Begriff der Nähe alle Gemeinden, in denen sich die Anlage befindet;

b) Handelt es sich bei einer der Erzeugungsanlagen um eine Windkraftanlage, die sich weniger als neun Kilometer von der Grenze zwischen der Gemeinde, in der sie sich befindet, und einer angrenzenden Gemeinde entfernt befindet, so erstreckt sich der Begriff der Nähe auf die angrenzende Gemeinde;

2° Die Anschlusspunkte der Teilnehmer an der gemeinsamen Nutzung von Energie an das örtliche Verteiler- oder Übertragungsnetz sowie der oder die Anschlusspunkte der Stromerzeugungsanlagen, deren Erzeugung gemeinsam genutzt wird, an das örtliche Verteiler- oder Übertragungsnetz, müssen sich zum Zeitpunkt des Genehmigungsantrags gemäß Artikel 20 oder des Änderungsantrags gemäß Artikel 21 in Bezug auf die Aspekte, die Gegenstand dieser Änderung sind, unterhalb derselben Hochspannungstransformatorstation des örtlichen Übertragungsnetzbetreibers befinden.

Ergibt sich aus der Anwendung der unter 1°, a) oder b) genannten Ausnahmen, dass der so erweiterte Begriff der Nähe eine Erzeugungsanlage auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden oder eine Windenergieanlage in einer Entfernung von weniger als neun Kilometern von einer angrenzenden Gemeinde umfasst, so gelten die unter 1°, a) und b) genannten Ausnahmen für diese Anlagen nicht.

KAPITEL 6. - Information der Verwaltung im Rahmen der Abgabe von grünen Zertifikaten

Art. 26. Die CWaPE informiert die Verwaltung monatlich:

1° über neue, geänderte und gegebenenfalls eingestellte Aktivitäten zur gemeinsamen Nutzung von Energie durch aktive Kunden, die gemeinsam in einem Gebäude handeln, und teilt ihr die Daten für den Beginn, die Änderung und die Einstellung dieser Aktivitäten zur gemeinsamen Nutzung von Energie sowie die Kontaktdaten des benannten Vertreters mit;

2° über neue Aktivitäten zur gemeinsamen Nutzung von Energie innerhalb einer Energiegemeinschaft, deren Änderungen und deren eventuelle Einstellung und teilt ihr die Daten des Beginns, der Änderung und der Einstellung dieser Aktivitäten zur gemeinsamen Nutzung von Energie sowie die Kontaktdaten des Vertreters der Energiegemeinschaft mit.

KAPITEL 7. - Änderungsbestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung der Stromerzeugung mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft-Wärme-Kopplung

Art. 27. § 1. In Artikel 25 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung der Stromerzeugung mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft-Wärme-Kopplung, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° innerhalb von Paragraph 1:

a) In Absatz 1 werden zwischen den Worten „ihre eigene Versorgung sicherzustellen“ und den Worten „und konventionelle Eigenerzeuger“ die Worte „, Energiegemeinschaften und aktive Kunden, die gemeinsam in einem Gebäude handeln, für verbrauchten Strom, der aus einer gemeinsamen Energienutzung stammt, aktive Kunden für Peer-to-Peer-gehandelten Strom“ eingefügt;

b) in demselben Absatz werden zwischen den Worten „in dem geplanten Quartal“ und den Worten „oder der Strommenge“ die Worte „, die Strommenge an Strom, die in dem geplanten Quartal verbraucht wurde und aus einer gemeinsamen Energienutzung stammt, die Strommenge, die in dem geplanten Quartal Peer-to-Peer ausgetauscht wurde“ eingefügt;

c) In Absatz 2 werden zwischen den Worten „ihre eigene Versorgung sicherzustellen“ und den Worten „und konventionelle Eigenerzeuger“ die Worte „, Energiegemeinschaften und aktive Kunden, die gemeinsam in einem Gebäude handeln, für verbrauchten Strom, der aus einer gemeinsamen Energienutzung stammt, aktive Kunden für Peer-to-Peer-gehandelten Strom“ eingefügt;

d) Im selben Absatz werden die Worte „Versorgungsmeldungen“ durch das Wort „Meldungen“ ersetzt;

2° In Paragraph 2 werden ein 5° und ein 6° eingefügt, die wie folgt lauten:

„5° für Energiegemeinschaften und aktive Kunden, die gemeinsam in einem Gebäude handeln und eine gemeinsame Energienutzung durchführen, auf der Grundlage des Stromverbrauchs, der aus einer gemeinsamen Energienutzung stammt und über das Übertragungsnetz, das örtliche Übertragungsnetz oder das Verteilernetz geleitet wurde;

6° für aktive Kunden, die einen Peer-to-Peer-Austausch durchführen, auf der Grundlage des Peer-to-Peer ausgetauschten Stroms, der über das Übertragungsnetz, das lokale Übertragungsnetz oder das Verteilernetz geleitet wurde.“ ;

3° In Paragraph 5 werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

a) Zwischen den Absätzen 3 und 4 wird ein neuer Absatz 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Energiegemeinschaften, aktive Kunden, die kollektiv innerhalb desselben Gebäudes handeln, und aktive Kunden, die einen Verkauf über einen Peer-to-Peer-Handel tätigen, können in den Genuss einer Reduzierung der Anzahl der grünen Zertifikate kommen, die gemäß den Bestimmungen der §§ 1 bis 3 an die Verwaltung abzugeben sind, wenn ein in den Absätzen 1 und 2 genannter Endkunde an einer Aktivität zur gemeinsamen Nutzung von Energie innerhalb einer Energiegemeinschaft oder zwischen aktiven Kunden, die kollektiv innerhalb desselben Gebäudes handeln, oder an einem Peer-to-Peer-Handel teilnimmt.“;

b) Absatz 6, der zu Absatz 7 wurde, wird durch folgenden Satz ergänzt:

„Wenn der Endkunde an einer gemeinsamen Energienutzung oder einem Peer-to-Peer-Austausch teilnimmt, wird die Reduzierung der Anzahl der grünen Zertifikate im Verhältnis zu den Mengen aus der gemeinsamen Energienutzung, dem Peer-to-Peer-Austausch und der Lieferung verteilt.“;

c) In Absatz 7, der zu Absatz 8 wurde, werden zwischen den Worten „der Versorger“ und dem Wort „übermittelt“ und nach den Worten „vom Versorger unterzeichnet“ die Worte „die Energiegemeinschaft, der benannte Vertreter aktiver Kunden, die gemeinsam in einem Gebäude handeln, oder der aktive Kunde, der einen Verkauf über einen Peer-to-Peer-Austausch tätigt“ eingefügt;

d) Im selben Absatz werden zwischen den Worten „Kontaktdaten des Versorgers“ und den Worten „und des Endkunden“ die Worte „, der Energiegemeinschaft, des benannten Vertreters aktiver Kunden, die gemeinsam in einem Gebäude handeln, oder des aktiven Kunden, der einen Verkauf über einen Peer-to-Peer-Austausch tätigt“ eingefügt;

e) Im selben Absatz werden zwischen den Worten „Liefermengen“ und den Worten „, sowie das Quartal“ die Worte „oder die Mengen aus der gemeinsamen Energienutzung oder dem Peer-to-Peer-Austausch“ eingefügt;

f) In Absatz 8, der zu Absatz 9 wurde, werden zwischen den Worten „der Versorger“ und dem Wort „übermittelt“ sowie zwischen den Worten „vom Versorger unterzeichnet“ und den Worten „und dem Endkunden“ die Worte „, die Energiegemeinschaft, der benannte Vertreter aktiver Kunden, die gemeinsam in einem Gebäude handeln, oder der aktive Kunde, der einen Verkauf über einen Peer-to-Peer-Austausch tätigt“ eingefügt;

d) Im selben Absatz werden zwischen den Worten „Kontaktgegevens des Versorger“ und den Worten „und des Endkunden“ die Worte „,der Energiegemeinschaft, des benannten Vertreters aktiver Kunden, die gemeinsam in einem Gebäude handeln, oder des aktiven Kunden, der einen Verkauf über einen Peer-to-Peer-Austausch tätigt“ eingefügt;

e) Im selben Absatz werden zwischen den Worten „Liefermengen“ und den Worten „, sowie das Quartal“ die Worte „,oder die Mengen aus der gemeinsamen Energienutzung oder dem Peer-to-Peer-Austausch“ eingefügt;

i) In Absatz 13, der zu Absatz 14 wurde, werden zwischen dem Wort „Versorgung“ und den Worten „,die eine erlauben“ die Worte „,oder Strom aus einer gemeinsamen Nutzung von Energie oder aus einem Peer-to-Peer-Austausch“ eingefügt;

j) In demselben Absatz werden zwischen den Worten „der Versorger“ und „der betreffende Kunde muss“ die Worte „,die Energiegemeinschaft, der benannte Vertreter aktiver Kunden, die gemeinsam in einem Gebäude handeln, oder der aktive Kunde, der einen Verkauf über einen Peer-to-Peer-Austausch tätigt“ eingefügt;

k) In demselben Absatz werden nach den Worten „diese Versorgung“ und nach den Worten „der Versorgung“ jeweils die Worte „,oder Strom aus einer gemeinsamen Energienutzung oder einem Peer-to-Peer-Austausch“ eingefügt;

l) In Absatz 14, der zu Absatz 15 wurde, werden zwischen den Worten „eigene Versorgung“ und den Worten „,oder Eigenerzeuger“ die Worte „,Energiegemeinschaften, benannte Vertreter aktiver Kunden, die gemeinsam in einem Gebäude handeln, aktive Kunden, die einen Verkauf über einen Peer-to-Peer-Austausch tätigen“ eingefügt;

§ 2. In Artikel 30 desselben Erlasses:

1°) In Absatz 1 werden zwischen den Worten „eigene Versorgung“ und den Worten „,oder Eigenerzeuger“ die Worte „,Energiegemeinschaften, benannte Vertreter aktiver Kunden, die gemeinsam in einem Gebäude handeln, aktive Kunden, die einen Verkauf über einen Peer-to-Peer-Austausch tätigen“ eingefügt;

2°) In Absatz 2 werden zwischen den Worten „der Versorger“ und „,oder Netzbetreiber“ die Worte „,die Energiegemeinschaft, der benannte Vertreter aktiver Kunden, die gemeinsam in einem Gebäude handeln, oder der aktive Kunde, der einen Verkauf über einen Peer-to-Peer-Austausch tätigt“ eingefügt;

3°) In Absatz 3 werden zwischen den Worten „eigene Versorgung“ und den Worten „,oder konventioneller Eigenerzeuger“ die Worte „,an die Energiegemeinschaft, an den benannten Vertreter aktiver Kunden, die gemeinsam in einem Gebäude handeln, an den aktiven Kunden, der einen Verkauf über einen Peer-to-Peer-Austausch tätigt“ eingefügt.

KAPITEL 8 - Schlussbestimmung

Art. 28. Der für Energie zuständige Minister ist für die Ausführung dieses Erlasses verantwortlich.

Namur, den 17. März 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/44651]

17 MAART 2023. — Besluit van de Waalse Regering over energiegemeenschappen en het delen van energie

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, de artikelen 2, 2^oquinquies, 2^osexies en 2^ononies, 35^octies, § 7, 35^ononies, §§ 1 en 2, 35^oduodecies, 35^oterdecies, §§ 1 en 2, 35^oquaterdecies, § 3, 35^oquindicies en 39;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 30 november 2006 betreffende de promotie van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het rapport van 7 juni 2022, opgesteld in overeenstemming met artikel 3, 2^o van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgevonden en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de raadpleging van de distributienetbeheerders van 3 februari 2022 over het voorstel van de CWaPE vervat in haar bovenvermeld advies betreffende de modaliteiten bedoeld in artikel 35^octies, § 7, tweede lid, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

Gezien advies nr. CD-22h25-CWaPE-0912 van de Waalse Energiecommissie van 25 augustus 2022;

Gezien advies nr. 174/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 9 september 2022;

Gezien advies nr. 72.677/4 van de Raad van State, gegeven op 18 januari 2023 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gezien het advies van de afdeling “Energie” van 27 juli 2022;

Op voordracht van de minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1 — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit is een gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2018/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en Richtlijn (EU) 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne elektriciteitsmarkt en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU.

Art. 2. In het kader van dit besluit gelden volgende definities:

1° "decreet van 12 april 2001": het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

2° "vertegenwoordiger van de energiegemeenschap": de persoon die door een energiegemeenschap naar behoren is gemachtigd om haar te vertegenwoordigen in de kennisgevingsprocedure, vermeld in artikel 35^{terdecies} van het decreet van 12 april 2001, of in de vergunningsprocedure, vermeld in artikel 35^{quaterdecies}, § 3, van hetzelfde decreet;

3° "aangewezen vertegenwoordiger": de persoon die door de actieve klanten die collectief optreden in hetzelfde gebouw, naar behoren is gemachtigd om hen te vertegenwoordigen in het kader van de energiedeelopdrachten bedoeld in artikel 35^{nonies} van het decreet van 12 april 2001;

4° "werkdag": elke dag met uitzondering van zaterdagen, zondagen en feestdagen;

5° "productie-installatie": een installatie zoals bepaald in artikel 2, 30° van het besluit van de Waalse regering van 30 november 2006 betreffende de promotie van elektriciteit opgewekt met hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppelingen.

Art. 3. § 1. Voor de toepassing van de bepalingen van het decreet van 12 april 2001 komt het gebouw bedoeld in artikel 2, 2°^{nonies}, van hetzelfde decreet overeen met:

1° een vast, overdekt en gesloten bouwwerk dat ten minste uit twee delen bestaat, die bestemd zijn om onafhankelijk van elkaar te worden gebruikt;

2° verschillende vaste, overdekte en gesloten gebouwen die tot dezelfde mede-eigendom behoren.

§ 2. Aanhorigheden zoals garages, tuinen en parkeerterreinen, alsmede terreinen, maken integraal deel uit van het in lid 1 gedefinieerde gebouw, mits ze:

1° ofwel op hetzelfde kadastrale perceel gelegen zijn als het gebouw bedoeld in het 1e lid;

2° ofwel voldoen aan alle volgende voorwaarden:

a) ze hebben een gemeenschappelijke verbinding of toegang hebben met het in lid 1 gedefinieerde gebouw;

b) ze vormen een aanvulling op de belangrijkste stedenbouwkundige bestemming van het gebouw zoals gedefinieerd in lid 1.

Art. 4. Voor de toepassing van de bepalingen van het decreet van 12 april 2001 is de lokale overheid bedoeld in artikel 2, 2°^{quinquies}, b), tweede streepje, en artikel 2, 2°^{sexies}, b), tweede streepje, van hetzelfde decreet:

1° elke publiekrechtelijke rechtspersoon bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 1° tot en met 7°, 9° en 10°, en § 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie;

2° de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

3° de verenigingen van openbare besturen bedoeld in artikel 118 van de staatswet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor sociale actie;

4° de openbare huisvestingsmaatschappijen;

5° de gemeenten van het Duitse taalgebied en de stad Komen-Waasten;

6° de politiezones van de gemeenten van het Duitse taalgebied en de politiezone van de stad Komen-Waasten;

7° de instellingen die gelast zijn met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten en de kerkfabrieken die op het grondgebied van het Duitse taalgebied zijn gevestigd;

8° de instellingen die gelast zijn met het beheer van de belangen van de niet-confessionele filosofische gemeenschap op het grondgebied van het Waalse Gewest;

9° de hulpverleningszones die uitsluitend bestaan uit gemeenten in het Duitse taalgebied;

10° de instellingen voor gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap, gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest;

11° de instellingen bedoeld in de artikelen 10 tot 13 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 7 november 2013 tot bepaling van het landschap voor hoger onderwijs en de academische organisatie van de studies, gevestigd op het grondgebied van het Waalse Gewest;

12° de instellingen bedoeld in artikel II.2 en II.3 van de Vlaamse Codex Hoger Onderwijs, gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest;

13° de hogeschool bedoeld in het bijzonder decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 21 februari 2005 tot oprichting van een autonome hogeschool gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest;

14° elke rechtspersoon die gecontroleerd wordt door de entiteiten bedoeld in 1° tot 13°.

De volgende voorwaarden zijn van toepassing op 14°:

1° de andere leden van de rechtspersoon dan deze bedoeld in 1° tot 13° zijn geen ondernemingen waarvan de voornaamste handels- of beroepsactiviteit bestaat in de deelname aan één of meer energiegemeenschappen en, in het geval van burgerlijke energiegemeenschappen, waarvan het voornaamste gebied van economische activiteit de energiesector is;

2° de controle wordt vermoed indien de entiteiten bedoeld in 1° tot 13° alleen of gezamenlijk meer dan vijftig procent van de stemrechten in de rechtspersoon bezitten. De entiteiten bedoeld in 1° tot 13° bezitten deze stemrechten rechtstreeks of via een of meer rechtspersonen, waarvan meer dan vijftig procent van de stemrechten alleen of gezamenlijk in elk van deze rechtspersonen wordt gehouden door de entiteiten waarnaar wordt verwezen in 1° tot 13°.

Art. 5. Het bewijs van de verzaking aan de toepassing van de jaarlijkse compensatieregeling, bedoeld in artikel 35^{octies}, § 7, tweede lid, van het decreet van 12 april 2001, wordt geleverd door een verklaring op erewoord van de actieve klant voor het betrokken toegangspunt.

HOOFDSTUK 2 — *Energiedeelactiviteit binnen hetzelfde gebouw*

Art. 6. § 1. Elke verdeelsleutel voor gedeelde elektriciteit bedoeld in artikel 35*nonies*, § 1, 1e lid, 7°, b), van het decreet van 12 april 2001, die deel uitmaakt van de lijst van standaard toewijzingsleutels bedoeld in artikel 35*sexdecies*, § 2, 3e lid, van hetzelfde decreet, wordt door de netbeheerder aanvaard.

Indien de gewenste verdeelsleutel niet is opgenomen in de lijst van standaard verdeelsleutels bedoeld in artikel 35*sexdecies*, § 2, derde lid, van het decreet van 12 april 2001:

1° indien de verdeelsleutel technisch uitvoerbaar is tegen een redelijke kostprijs, informeert de netbeheerder de aangewezen vertegenwoordiger over de tijd die nodig is om de verdeelsleutel uit te voeren en stelt hij een alternatieve verdeelsleutel voor die de gewenste sleutel zo dicht mogelijk benadert;

2° indien de verdeelsleutel technisch niet of enkel tegen een kennelijk onredelijke kostprijs kan worden uitgevoerd, deelt de netbeheerder aan de aangewezen vertegenwoordiger mee waarom het onmogelijk is om de gewenste verdeelsleutel uit te werken en stelt hij een alternatieve verdeelsleutel voor die de gewenste sleutel zo dicht mogelijk benadert.

Met betrekking tot 2° informeert de netbeheerder de CWaPE overeenkomstig de door de CWaPE vastgestelde procedures.

§ 2. Behalve de informatie bedoeld in artikel 35*nonies*, § 2, vierde lid, van het decreet van 12 april 2001, bevat het kennisgevingsformulier bedoeld in dezelfde paragraaf, lid 2 en 3, het bewijs van de vrijstelling van toepassing van het sociaal tarief voor het deel van de elektriciteit dat afkomstig is van de energiedeelactiviteit voor de betrokken toegangspunten en het bewijs van de machtiging die aan de aangewezen vertegenwoordiger werd gegeven.

Behalve de persoonsgegevens geïdentificeerd in artikel 35*nonies*, § 2, van het decreet van 12 april 2001 en in dit artikel, kan het formulier ook niet-persoonlijke informatie bevatten die noodzakelijk is voor het onderzoek van het dossier.

Het formulier bevat ook:

1° de lijst met bij te voegen documenten

2° informatie met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, zoals bedoeld in artikel 35*nonies*, § 3, van het decreet van 12 april 2001.

De datum van indienststelling van de productie-installaties bedoeld in artikel 35*nonies*, § 2, vierde lid, van het decreet van 12 april 2001 is de datum van ingebruikname, zoals bepaald in Boek 1 betreffende elektrische installaties op laagspanning en zeer lage spanning, Boek 2 betreffende elektrische installaties op hoogspanning van het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties, vastgesteld bij het koninklijk besluit van 8 september 2019.

Art. 7. § 1. Het kennisgevingsformulier voor een energiedeelactiviteit, bedoeld in artikel 35*nonies*, § 2, lid 2 en 3, van het decreet van 12 april 2001, wordt door de aangewezen vertegenwoordiger via elk communicatiemiddel met bewijskracht verzonden naar de netbeheerder waarop het betrokken gebouw is aangesloten.

De aangewezen vertegenwoordiger moet alle vereiste documenten en informatie bij het formulier voegen.

§ 2. Binnen de tien werkdagen na ontvangst van de kennisgeving bedoeld in het eerste lid, gaat de betrokken netbeheerder na of hij in het bezit is van alle nodige documenten en informatie om te bepalen of werd voldaan aan de voorwaarden met betrekking tot de energiedeelactiviteit, bedoeld in artikel 35*nonies*, § 1, 1e lid, 1° tot 6°, van het decreet van 12 april 2001 en:

1° als de kennisgeving volledig is, stuurt hij de aangewezen vertegenwoordiger per post of via elektronische weg een ontvangstbewijs met bevestiging van de volledigheid van de kennisgeving;

2° als de kennisgeving onvolledig is, stuurt hij de aangewezen vertegenwoordiger een ontvangstbevestiging, via elk communicatiemiddel met bewijskracht, waarin staat dat de kennisgeving onvolledig is, met vermelding van de ontbrekende informatie of documenten en met een uitnodiging om de kennisgeving elektronisch aan te vullen.

Binnen tien werkdagen na ontvangst van de aanvullingen door de netbeheerder stuurt deze laatste een ontvangstbevestiging overeenkomstig lid 1.

Als de aangewezen vertegenwoordiger de ontbrekende informatie of documenten niet verstrekt binnen zes maanden na ontvangst van de eerste ontvangstbevestiging waarin staat dat de kennisgeving onvolledig is, vervalt de kennisgeving.

§ 3. Binnen twintig werkdagen na de verzending van de ontvangstbevestiging die de volledigheid van de kennisgeving bevestigt, controleert de betrokken netbeheerder de naleving van de voorwaarden bedoeld in artikel 35*nonies*, § 1, 1e lid, 1° tot 6°, van het decreet van 12 april 2001:

1° als alle voorwaarden vervuld zijn en de verdeelsleutel is opgenomen in de lijst van standaard verdeelsleutels zoals bedoeld in artikel 35*sexdecies*, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet, stuurt hij de aangewezen vertegenwoordiger per post een voorstel voor de overeenkomst bedoeld in artikel 35*nonies*, § 2, zesde lid, van hetzelfde decreet;

2° indien aan alle voorwaarden is voldaan, maar de aangevraagde verdeelsleutel niet is opgenomen in de lijst van standaard verdeelsleutels bedoeld in artikel 35*sexdecies*, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet, stelt hij de aangewezen vertegenwoordiger, met elk bewijskrachtig communicatiemiddel, in kennis van de uitvoeringstermijn of van de redenen voor de afkeuring van de aangevraagde verdeelsleutel, stelt hij hem een alternatieve verdeelsleutel voor overeenkomstig artikel 6, § 1, tweede lid, en nodigt hij hem uit binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van deze uitnodiging zijn opmerkingen kenbaar te maken;

3° indien niet aan alle voorwaarden is voldaan, brengt hij de aangewezen vertegenwoordiger via elk bewijskrachtig communicatiemiddel op de hoogte van de vastgestelde niet-nalevingen en nodigt hij hem uit om binnen de twee maanden na ontvangst van deze uitnodiging zijn opmerkingen te formuleren of de kennisgeving aan te passen.

Zodra de betrokken netbeheerder de opmerkingen of aanpassingen heeft ontvangen, wordt de procedure opnieuw gestart zoals beschreven in deze paragraaf.

In de volgende gevallen en onverminderd paragraaf 4 verklaart de betrokken netbeheerder de kennisgeving met elk communicatiemiddel met bewijskracht nietig en mag de voorgenomen energiedeelactiviteit niet worden uitgevoerd:

1° indien de aangewezen vertegenwoordiger na afloop van de twee maanden die volgen op de ontvangst van de uitnodiging om opmerkingen te maken of de kennisgeving aan te passen, deze informatie niet heeft meegedeeld of niet heeft aangetoond dat hij voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 35*nonies*, § 1, 1e lid, 1° tot en met 6°, van het decreet van 12 april 2001;

2° indien het dossier, na een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de ontvangst van de eerste uitnodiging om opmerkingen te maken of de kennisgeving aan te passen, nog steeds niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in het 1e lid.

§ 4. In afwijking van paragraaf 3, indien niet aan alle voorwaarden is voldaan, maar de betrokken netbeheerder van oordeel is dat de overeenkomst bedoeld in artikel 35*nonies*, § 2, zesde lid, van het decreet van 12 april 2001 door de partijen kan worden ondertekend onder opschortende voorwaarden die strikt noodzakelijk zijn om te voldoen aan de voorwaarden met betrekking tot de energiedeling bedoeld in artikel 35*nonies*, § 1, 1e lid, 1° tot 6°, van hetzelfde decreet, zendt de betrokken netbeheerder de aangewezen vertegenwoordiger per post een voorstel voor de overeenkomst bedoeld in artikel 35*quinquies*, § 2, zesde lid, van hetzelfde decreet.

§ 5. De voorgestelde overeenkomst, vermeld in de derde en vierde paragraaf, wordt opgesteld overeenkomstig de standaardovereenkomst die de CWaPE heeft goedgekeurd overeenkomstig artikel 43, § 2, tweede lid, 18°, van het decreet van 12 april 2001, en dat in overleg tussen de netbeheerder en de aangewezen vertegenwoordiger, en met vermelding van de aanvangsdatum van de energiedeelactiviteit. Standaard komt deze datum overeen met de twintigste werkdag na de dag waarop de betrokken netbeheerder de ondertekende overeenkomst heeft ontvangen. Op verzoek van de aangewezen vertegenwoordiger kan deze datum later vallen.

Wanneer de overeenkomst wordt ondertekend onder opschortende voorwaarden, begint de energiedeling ten vroegste op de twintigste werkdag nadat de betrokken netbeheerder het bewijs heeft ontvangen dat aan alle opschortende voorwaarden is voldaan.

§ 6. Binnen tien werkdagen na ontvangst van de voorgestelde overeenkomst stuurt de aangewezen vertegenwoordiger een ondertekend exemplaar per post naar de betrokken netbeheerder.

§ 7. De betrokken netbeheerder informeert de leveranciers van de toegangspunten waarop de energiedeelactiviteit betrekking heeft, overeenkomstig artikel 35*nonies*, § 2, zesde lid, van het decreet van 12 april 2001, uiterlijk vijftien werkdagen voor de start van de energiedeelactiviteit.

Art. 8. § 1. Elke wijziging met betrekking tot de energiedeling die een wijziging inhoudt van de voorwaarden van de overeenkomst bedoeld in artikel 35*nonies*, § 2, zesde lid, van het decreet van 12 april 2001 wordt vóór de uitvoering ervan door de aangewezen vertegenwoordiger aan de betrokken netbeheerder gemeld met elk communicatiemiddel met bewijskracht en maakt het voorwerp uit van een wijziging van de overeenkomst.

De kennisgeving gebeurt aan de hand van het standaardformulier dat door de CWaPE, na overleg met de netbeheerders, is opgesteld en op hun websites is gepubliceerd.

Behalve de persoonsgegevens geïdentificeerd in artikel 35*nonies*, § 2, van het decreet van 12 april 2001 en in artikel 6 van dit besluit, kan het formulier ook niet-persoonlijke informatie bevatten die noodzakelijk is voor het onderzoek van het dossier.

Binnen de twintig werkdagen na ontvangst van de kennisgeving, gaat de betrokken netbeheerder na of hij in het bezit is van alle nodige documenten en informatie om te bepalen of werd voldaan aan de voorwaarden met betrekking tot de energiedeelactiviteit en controleert hij indien van toepassing de naleving van de voorwaarden, bedoeld in artikel 35*nonies*, § 1, 1e lid, 1° tot 6°, van het decreet van 12 april 2001 en:

1° als alle voorwaarden vervuld zijn of als de wijziging betrekking heeft op de verdeelsleutel en deze is opgenomen in de lijst van standaard verdeelsleutels zoals bedoeld in artikel 35*sexdecies*, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet, stuurt hij de aangewezen vertegenwoordiger per post een voorstel voor een aanhangsel bij de overeenkomst bedoeld in artikel 35*nonies*, § 2, zesde lid, van hetzelfde decreet;

2° als de wijziging betrekking heeft op de verdeelsleutel en deze niet is opgenomen in de lijst van standaard verdeelsleutels bedoeld in artikel 35*sexdecies*, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet, stelt hij de aangewezen vertegenwoordiger in kennis van de uitvoeringstermijn of van de redenen voor de afkeuring van de aangevraagde verdeelsleutel, stelt hij hem een alternatieve verdeelsleutel voor overeenkomstig artikel 6, § 1, tweede lid;

3° indien hij niet over alle documenten en informatie beschikt die nodig zijn om de naleving van de voorwaarden met betrekking tot de activiteit energiedeling te onderzoeken of indien niet aan alle voorwaarden is voldaan, brengt hij de aangewezen vertegenwoordiger via elk communicatiemiddel met bewijskracht op de hoogte van de ontbrekende elementen of de vastgestelde niet-nalevingen en van het feit dat de geplande wijziging van de activiteit energiedeling niet wordt uitgevoerd.

Met betrekking tot 2° beschikt de aangewezen vertegenwoordiger over twintig werkdagen vanaf de ontvangst van het voorstel van de betrokken netbeheerder om zijn opmerkingen kenbaar te maken.

Indien overeenstemming wordt bereikt over de wijziging van de verdeelsleutel, stuurt de aangewezen vertegenwoordiger de betrokken netbeheerder binnen tien werkdagen na ontvangst van de opmerkingen door de netbeheerder, per post een voorstel voor een aanhangsel bij de overeenkomst bedoeld in artikel 35*nonies*, § 2, zesde lid, van het decreet van 12 april 2001.

De wijziging wordt niet doorgevoerd vóór de datum waarop het aanhangsel van kracht wordt. Standaard komt deze datum overeen met de twintigste werkdag na de dag waarop de betrokken netbeheerder de ondertekende overeenkomst heeft ontvangen. Op verzoek van de aangewezen vertegenwoordiger kan deze datum later vallen.

§ 2. Binnen tien werkdagen na ontvangst van het voorgestelde aanhangsel bij de overeenkomst stuurt de aangewezen vertegenwoordiger een ondertekend exemplaar per post naar de betrokken netbeheerder.

§ 3. De betrokken netbeheerder informeert de leveranciers van de toegangspunten waarop de wijziging betrekking heeft uiterlijk vijftien werkdagen vóór de datum waarop de wijziging van de overeenkomst van kracht wordt.

Art. 9. § 1. Wanneer een energiedeelactiviteit wordt beëindigd, informeert de aangewezen vertegenwoordiger de betrokken netbeheerder via elektronische weg over de gewenste datum waarop de energiedeelactiviteit zal worden beëindigd; deze datum moet middernacht zijn. De betrokken netbeheerder moet deze informatie uiterlijk twintig werkdagen vóór de gewenste datum van stopzetting van de energiedeelactiviteit ontvangen. Als deze termijn niet wordt nageleefd, wordt de energiedeelactiviteit stopgezet op de twintigste werkdag na de datum van ontvangst van de informatie door de betrokken netbeheerder.

De betrokken netbeheerder informeert de leveranciers van de betrokken toegangspunten uiterlijk vijftien werkdagen vóór de datum waarop het aanhangsel van de energiedeelovereenkomst wordt stopgezet.

De betrokken netbeheerder brengt CWaPE op de hoogte van de stopzetting van de energiedeelactiviteit in overeenstemming met de procedures en het tijdschema bepaald door CWaPE.

§ 2. Wanneer een deelnemer zich terugtrekt uit een energiedeelactiviteit, wordt de procedure in artikel 8 van toepassing.

HOOFDSTUK 3 — *Governance van energiegemeenschappen*

Art. 10. Behalve de elementen bedoeld in artikel 35*duodecies*, § 1, tweede lid, van het decreet van 12 april 2001 bevatten de statuten van de energiegemeenschap de volgende elementen:

1° de verplichting voor het bestuursorgaan of, bij ontstentenis, de leden, om jaarlijks aan de leden en de aandeelhouders verslag uit te brengen over de wijze waarop de activiteiten, handelingen en beslissingen van de energiegemeenschap bijdragen tot de verwezenlijking van de nagestreefde doelstellingen op het gebied van ecologische, economische of sociale voordelen;

2° de toewijzing, na betaling van alle schulden en terugbetaling aan de leden en de aandeelhouders van hun inleg, van het liquidatieoverschot van de rechtspersoon volgens de bestemming en verdeling die overeenstemmen met deze bepaald in artikel 35*duodecies*, § 1, tweede lid, 4°, van hetzelfde decreet.

Het verslag, vermeld in paragraaf 1, 1°, moet in het bijzonder aantonen dat de uitgaven voor investeringen, werkingskosten en bezoldigingen erop gericht zijn voorrang te geven aan de verwezenlijking van de nagestreefde doelstellingen op het vlak van ecologische, economische of sociale voordelen, zoals bepaald in artikel 35*duodecies*, § 1, tweede lid, 3°, van het decreet van 12 april 2001. Dit rapport wordt ter beschikking gesteld aan de CWaPE op de wijze die zij bepaalt.

Art. 11. § 1. Een energiegemeenschap wordt als autonoom beschouwd als vijftig procent of meer van de stemrechten van de energiegemeenschap niet in handen zijn van een lid of aandeelhouder alleen of samen met een of meer verbonden personen in de zin van artikel 1:20 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

In afwijking van lid 1, wanneer een energiegemeenschap uit twee leden of aandeelhouders bestaat, heeft elk van hen vijftig procent van de stemrechten in de energiegemeenschap.

§ 2. Een energiegemeenschap wordt echter niet als autonoom beschouwd als ze verbonden is met een andere entiteit of natuurlijke persoon door een van de volgende relaties:

1° een entiteit of natuurlijke persoon heeft het recht om de meerderheid van de leden van het bestuurlijke, leidinggevende of toezichthoudende orgaan van de energiegemeenschap aan te stellen of te ontslaan;

2° een entiteit of natuurlijke persoon het recht heeft om een overheersende invloed uit te oefenen op de energiegemeenschap krachtens een met haar gesloten contract of krachtens een clausule in haar statuten;

3° een entiteit of een natuurlijke persoon controleert alleen, krachtens een overeenkomst gesloten met andere leden van de energiegemeenschap, de meerderheid van de stemrechten van de leden van de energiegemeenschap.

Met betrekking tot 2° is er een vermoeden dat er geen overheersende invloed is, op voorwaarde dat de entiteiten of natuurlijke personen vermeld in paragraaf 2, 2°, zich niet rechtstreeks of onrechtstreeks mengen in het beheer van de energiegemeenschap, onverminderd de rechten die ze bezitten in hun hoedanigheid van leden of aandeelhouders.

Art. 12. De regels inzake belangenconflicten bedoeld in artikel 35*duodecies*, § 1, tweede lid, 1°, van het decreet van 12 april 2001 bepalen minstens dat leden of aandeelhouders van een energiegemeenschap het bestuursorgaan of, bij ontstentenis, alle leden en aandeelhouders van de energiegemeenschap op de hoogte moeten brengen wanneer ze rechtstreeks of onrechtstreeks een strijdig belang van vermogensrechtelijke aard hebben bij een beslissing of een handeling genomen of uitgevoerd door de energiegemeenschap.

Indien alle leden en aandeelhouders van een energiegemeenschap een belangenconflict hebben, kan de energiegemeenschap geldig beraadslagen. Dit genomen beschikking wordt gemotiveerd en ter beschikking gesteld aan de CWaPE op de wijze die zij voorschrijft.

Art. 13. De gemeenschap voor hernieuwbare energie definieert het begrip nabijheid bedoeld in artikel 35*duodecies*, § 1, tweede lid, 1°, van het decreet van 12 april 2001 op een wijze die in overeenstemming is met de doelstellingen of activiteiten die zij overeenkomstig haar statuten wil verwezenlijken.

Art. 14. Alleen energiegemeenschappen die zijn aangemeld bij de CWaPE mogen de term "energiegemeenschap" gebruiken in hun documenten, publicaties of mededelingen.

HOOFDSTUK 4 — *Een energiegemeenschap oprichten*

Art. 15. Behalve de gegevens bedoeld in artikel 35*terdecies*, § 1, vierde lid, van het decreet van 12 april 2001, bevat het kennisgevingsformulier, bedoeld in dezelfde paragraaf, lid 2 en 3, de contactgegevens van de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap, het bewijs van zijn machtiging en het adres van de deelnemers.

Behalve de persoonsgegevens geïdentificeerd in artikel 35*terdecies*, § 1, van het decreet van 12 april 2001 en in dit artikel, kan het formulier ook niet-persoonlijke informatie bevatten die noodzakelijk is voor het onderzoek van het dossier.

Het formulier bevat ook:

1° de lijst met bij te voegen documenten

2° informatie met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, zoals bedoeld in artikel 35*terdecies*, § 4, van het decreet van 12 april 2001.

De datum van indienststelling van de productie-eenheden bedoeld in artikel 35*terdecies*, § 1, vierde lid, van het decreet van 12 april 2001 is de datum van ingebruikname, zoals bepaald in Boek 1 betreffende elektrische installaties op laagspanning en zeer lage spanning en in Boek 2 betreffende elektrische installaties op hoogspanning van het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties, vastgesteld bij het koninklijk besluit van 8 september 2019.

Art. 16. § 1. Het kennisgevingsformulier voor de oprichting van een energiegemeenschap met één of meer activiteiten op de elektriciteitsmarkt, bedoeld in artikel 35*terdecies*, § 1, tweede en derde lid, van het decreet van 12 april 2001, wordt door de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap aan de CWaPE bezorgd via elk bewijskrachtig communicatiemiddel.

De vertegenwoordiger van de energiegemeenschap moet alle vereiste documenten en informatie bij het formulier voegen.

§ 2. Binnen de tien werkdagen na ontvangst van de kennisgeving bedoeld in het 1elid, gaat de CWaPE na of ze in het bezit is van alle nodige documenten en informatie om na te gaan of de voorwaarden met betrekking tot de oprichting van een energiegemeenschap zijn vervuld en:

1° als de kennisgeving volledig is, stuurt hij de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap per post of via elektronische weg een ontvangstbewijs met bevestiging van de volledigheid van de kennisgeving;

2° als de kennisgeving onvolledig is, stuurt hij de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap een ontvangstbevestiging, via elk communicatiemiddel met bewijskracht, waarin staat dat de kennisgeving onvolledig is, met vermelding van de ontbrekende informatie of documenten en met een uitnodiging om zijn kennisgeving elektronisch aan te vullen.

Binnen tien werkdagen nadat de CWaPE de aanvullingen heeft ontvangen, stuurt deze laatste een ontvangstbevestiging overeenkomstig lid 1.

Als de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap de ontbrekende informatie of documenten niet verstrekt binnen zes maanden na ontvangst van de eerste ontvangstbevestiging waarin staat dat de kennisgeving onvolledig is, vervalt de kennisgeving.

Het ontvangstbewijs dat de volledigheid van de kennisgeving bedoeld in paragraaf 1, 1°, bevestigt, geldt enkel als bewijs van de kennisgeving bedoeld in artikel 35terdecies, § 1, van het decreet van 12 april 2001, onverminderd de naleving van alle bepalingen van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten, alsook van de controle- en sanctiebevoegdheden van de CWaPE.

Art. 17. § 1. De vertegenwoordiger van de energiegemeenschap brengt de CWaPE binnen vijftien werkdagen elektronisch op de hoogte van alle wijzigingen aan de informatie en documenten die bij de eerste kennisgeving of sinds de laatste kennisgeving zijn doorgegeven.

De CWaPE kan een lijst opstellen van de wijzigingen die alleen jaarlijks moeten worden gemeld.

De kennisgeving gebeurt aan de hand van het standaardformulier dat door de CWaPE is opgesteld en op zijn website is gepubliceerd.

Behalve de persoonsgegevens geïdentificeerd in artikel 35terdecies, § 1, van het decreet van 12 april 2001 en in artikel 15 van dit besluit, kan het formulier ook niet-persoonlijke informatie bevatten die noodzakelijk is voor het onderzoek van het dossier.

§ 2. Binnen tien werkdagen na ontvangst van de in paragraaf 1 bedoelde kennisgeving van een wijziging bevestigt de CWaPE de ontvangst via elektronische weg aan de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap.

Het ontvangstbewijs bedoeld in paragraaf 1, bevestigt, geldt enkel als bewijs van de goede ontvangst van de informatie door de CWaPE, onverminderd de naleving van alle bepalingen van het decreet van 12 april 2001 en zijn uitvoeringsbesluiten, alsook van de controle- en sanctiebevoegdheden van de CWaPE.

Art. 18. De vertegenwoordiger van de energiegemeenschap brengt de CWaPE binnen vijftien werkdagen via elektronische weg op de hoogte van de stopzetting of ontbinding van de energiegemeenschap.

De CWaPE stuurt de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap zo spoedig mogelijk een ontvangstbevestiging voor de in lid 1 bedoelde kennisgeving.

HOOFDSTUK 5 — *Energie delen binnen een energiegemeenschap*

Sectie 1 – Machtiging

Art. 19. § 1. Elke verdeelsleutel voor de gedeelde elektriciteit bedoeld in artikel 35duodecies, § 32, 1e lid, 2°, a), van het decreet van 12 april 2001, die deel uitmaakt van de lijst van standaard toewijzings sleutels bedoeld in artikel 35sexdecies, § 2, 3e lid, van hetzelfde decreet, wordt door de netbeheerder aanvaard.

Indien de gewenste verdeelsleutel niet is opgenomen in de lijst van standaard verdeelsleutels bedoeld in artikel 35sexdecies, § 2, derde lid, van het decreet van 12 april 2001:

1° indien de verdeelsleutel technisch uitvoerbaar is tegen een redelijke kostprijs, informeert de netbeheerder de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap over de tijd die nodig is om de verdeelsleutel uit te voeren en stelt hij een alternatieve verdeelsleutel voor die de gewenste sleutel zo dicht mogelijk benadert;

2° indien de verdeelsleutel technisch niet of enkel tegen een kennelijk onredelijke kostprijs kan worden uitgevoerd, deelt de netbeheerder aan de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap mee waarom het onmogelijk is om de gewenste verdeelsleutel uit te werken en stelt hij een alternatieve verdeelsleutel voor die de gewenste sleutel zo dicht mogelijk benadert.

Met betrekking tot 2° informeert de netbeheerder de CWaPE overeenkomstig de door de CWaPE vastgestelde procedures.

§ 2. Naast de informatie bedoeld in artikel 35quaterdecies, § 3, derde lid, van het decreet van 12 april 2001, bevat het aanvraagformulier voor de toelating om energie te delen binnen een energiegemeenschap, bedoeld in dezelfde paragraaf, lid 1 en 2:

1° de contactgegevens van de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap en het bewijs van machtiging;

2° de lijst van de netbeheerders waarop de productie-installaties die voor energiedeling worden gebruikt en de deelnemers van de energiegemeenschap die bij de energiedeling betrokken zijn, aangesloten zijn;

3° bewijs van vrijstelling van toepassing van het sociaal tarief voor het deel van de verbruikte elektriciteit dat afkomstig is van energiedeling voor de betrokken toegangspunten;

4° voor een gemeenschap voor hernieuwbare energie, informatie die aantoont dat het begrip nabijheid, vermeld in artikel 35quindicies, tweede lid, van hetzelfde decreet, wordt gerespecteerd.

Behalve de persoonsgegevens geïdentificeerd in artikel 35quaterdecies, § 3, lid 3, van het decreet van 12 april 2001 en in dit artikel, kan het formulier ook niet-persoonlijke informatie bevatten die noodzakelijk is voor het onderzoek van het dossier.

Het formulier bevat ook:

1° de lijst met bij te voegen documenten

2° informatie met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, zoals bedoeld in artikel 35quaterdecies, § 4, van het decreet van 12 april 2001.

De datum van indienstelling van de productie-installaties bedoeld in artikel 35quaterdecies, § 3, derde lid, 4°, van het decreet van 12 april 2001 is de datum van ingebruikname, zoals bepaald in Boek 1 betreffende elektrische installaties op laagspanning en zeer lage spanning, Boek 2 betreffende elektrische installaties op hoogspanning van het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties, vastgesteld bij het koninklijk besluit van 8 september 2019. De kenmerken van deze installaties omvatten ook de identificatiegegevens van de eigenaar en alle informatie die nodig is om de persoon met de status van producent of zelfproducent te identificeren.

Art. 20. § 1. Het aanvraagformulier voor de toelating om energie te delen binnen een energiegemeenschap, bedoeld in artikel 35^{quater}decies, § 3, lid 1 en 2, van het decreet van 12 april 2001, wordt door de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap via elk communicatiemiddel met bewijskracht verstuurd naar de beheerder van het net waarop de productie-installaties die gebruikt worden voor de energiedeling en de deelnemers aan de energiegemeenschap die deelnemen aan de energiedeling zijn aangesloten. De vertegenwoordiger van de energiegemeenschap moet alle vereiste documenten en informatie bij het formulier voegen.

Wanneer de productie-installaties of deelnemers aan de energiegemeenschap die betrokken zijn bij het delen van energie, aangesloten zijn op de netten van meerdere netbeheerders, wordt het formulier naar een van de betrokken netbeheerders gestuurd met behulp van elk communicatiemiddel dat bewijskracht heeft. Deze netbeheerder treedt op als one-stop-shop en is verantwoordelijk voor het coördineren van de verwerking van de autorisatieaanvraag met de andere netbeheerders.

§ 2. Binnen de tien werkdagen na ontvangst van de toelatingsaanvraag bedoeld in de eerste paragraaf, gaat de netbeheerder na of hij in het bezit is van alle nodige documenten en informatie om te bepalen of werd voldaan aan de technische voorwaarden met betrekking tot de energiedeelactiviteit, bedoeld in artikel 35^{quater}decies, § 1, 1^o tot 4^o, van het decreet van 12 april 2001 en:

1^o als de toelatingsaanvraag volledig is en de verdeelsleutel is opgenomen in de lijst van standaard verdeelsleutels bedoeld in artikel 35^{sex}decies, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet, stuurt hij de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap per post of via elektronische weg een ontvangstbewijs waarin de volledigheid van de aanvraag wordt bevestigd;

2^o Als de toelatingsaanvraag volledig is, maar de aangevraagde verdeelsleutel niet is opgenomen in de lijst van standaard verdeelsleutels bedoeld in artikel 35^{sex}decies, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet, stuurt hij de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap, via elk communicatiemiddel met bewijskracht, een ontvangstbevestiging die de volledigheid van de aanvraag bevestigt, en ofwel de implementatietermijn vermeldt ofwel de redenen voor de afkeuring van de aangevraagde verdeelsleutel aangeeft. In dat laatste geval stelt hij een alternatieve verdeelsleutel voor overeenkomstig artikel 6, § 1, lid 2, en nodigt hij hem uit zijn opmerkingen kenbaar te maken;

3^o als de toelatingsaanvraag onvolledig is, stuurt hij de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap een ontvangstbevestiging, via elk communicatiemiddel met bewijskracht, waarin staat dat de aanvraag onvolledig is, met vermelding van de ontbrekende informatie of documenten en met een uitnodiging om zijn toelatingsaanvraag via elektronische weg te vervolledigen.

Binnen tien werkdagen na ontvangst van de aanvullingen en opmerkingen door de netbeheerder stuurt deze laatste een ontvangstbevestiging overeenkomstig lid 1.

Als de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap nalaat de ontbrekende informatie en documenten te verstrekken of zijn vergunningsaanvraag aan te passen binnen zes maanden na ontvangst van de eerste ontvangstbevestiging waarin hij wordt uitgenodigd zijn opmerkingen in te dienen of zijn aanvraag aan te vullen, vervalt de aanvraag.

§ 3. Binnen twintig werkdagen na de verzending van de ontvangstbevestiging die de volledigheid van de toelatingsaanvraag bevestigt, controleert de netbeheerder de naleving van de technische voorwaarden bedoeld in artikel 35^{quater}decies, § 1, 1^o tot 4^o, van het decreet van 12 april 2001, en verstuurt hij zijn advies betreffende de toelatingsaanvraag bij de CWaPE volgens de voorgescreven modaliteiten. Dit advies wordt vergezeld van het volledige aanvraagdossier dat in haar bezit is. De netbeheerder stuurt ook een kopie van dit advies naar de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap.

In het geval van gemeenschappen voor hernieuwbare energie controleert de netbeheerder ook of de geplande energiedeelactiviteit voldoet aan de voorwaarden vastgelegd bij of krachtens artikel 35^{quin}decies van het decreet van 12 april 2001.

§ 4. Binnen veertig werkdagen na ontvangst van de kennisgeving van de netbeheerder, vergezeld van het dossier van de vergunningsaanvraag, controleert de CWaPE of de bij of krachtens het decreet van 12 april 2001 vastgestelde voorwaarden worden nageleefd en:

1^o als alle voorwaarden vervuld zijn, verstuurt ze de toelating voor de energiedeelactiviteit binnen een energiegemeenschap per post of elektronische weg naar de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap en de netbeheerder;

2^o indien niet aan alle voorwaarden is voldaan, brengt hij de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap via elk bewijskrachtig communicatiemiddel op de hoogte van de vastgestelde niet-nalevingen en nodigt hij hem uit om binnen de twee maanden na ontvangst van deze uitnodiging zijn opmerkingen te formuleren of zijn aanvraag aan te passen.

Zodra de CWaPE de opmerkingen of aanpassingen heeft ontvangen, wordt de procedure opnieuw gestart zoals beschreven in deze paragraaf.

Onverminderd paragraaf 5, weigert de CWaPE de energiedeelactiviteiten in de volgende gevallen te implementeren:

1^o indien de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap na afloop van de twee maanden die volgen op de ontvangst van de uitnodiging om opmerkingen te maken of de aanvraag aan te passen, deze informatie niet heeft meegedeeld of niet heeft aangetoond dat hij voldoet aan de voorwaarden bepaald bij of krachtens het decreet van 12 april 2001;

2^o indien het dossier, na een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de ontvangst van de eerste uitnodiging om opmerkingen te maken of de aanvraag aan te passen, nog steeds niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in het 1^o lid.

De CWaPE informeert de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap via elk communicatiemiddel met bewijskracht en specificceert de ontbrekende elementen of de vastgestelde non-conformiteiten.

§ 5. In afwijking van paragraaf 4, indien niet aan alle voorwaarden is voldaan maar de CWaPE van oordeel is dat de overeenkomst bedoeld in artikel 35^{quater}decies, § 3, achtste lid van het decreet van 12 april 2001 door de partijen kan worden ondertekend onder opschortende voorwaarden die strikt noodzakelijk zijn om te voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 35^{quater}decies, § 1 van hetzelfde decreet, verleent de CWaPE de toelating voor de energiedeelactiviteit binnen een energiegemeenschap onder deze opschortende voorwaarden en stuurt ze deze toelating per post of elektronische weg naar de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap en naar de netbeheerder.

§ 6. Binnen de tien werkdagen na ontvangst van de toelating voor de energiedeelactiviteit binnen een energiegemeenschap stuurt de netbeheerder de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap een voorstel voor de overeenkomst bedoeld in artikel 35^{quater}decies, § 3, achtste lid, van het decreet van 12 april 2001.

De voorgestelde overeenkomst wordt opgesteld overeenkomstig de standaardovereenkomst die de CWaPE heeft goedgekeurd overeenkomstig artikel 43, § 2, tweede lid, 18°, van het decreet van 12 april 2001, en dat in overleg tussen de netbeheerder en de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap, en met vermelding van de aanvangsdatum van de energiedeelactiviteit. Standaard komt deze datum overeen met de twintigste werkdag na de dag waarop de netbeheerder de ondertekende overeenkomst heeft ontvangen. Op verzoek van de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap kan deze datum later vallen.

Wanneer de overeenkomst wordt ondertekend onder opschortende voorwaarden, begint de energiedeling ten vroegste op de twintigste werkdag nadat de netbeheerder het bewijs heeft ontvangen dat aan alle opschortende voorwaarden is voldaan.

§ 7. Binnen tien werkdagen na ontvangst van de voorgestelde overeenkomst stuurt de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap een ondertekend exemplaar per post naar de netbeheerder.

§ 8. De netbeheerder informeert de leveranciers van de toegangspunten waarop de energiedeelactiviteit betrekking heeft, overeenkomstig artikel 35^{quater}decies, § 6, van het decreet van 12 april 2001, uiterlijk 15 werkdagen voor de start van de energiedeelactiviteit.

Art. 21. § 1. Voorafgaand aan de implementatie moet elke wijziging met betrekking tot het energiedelen binnen een energiegemeenschap worden goedgekeurd door de CWaPE.

De vertegenwoordiger van de energiegemeenschap verstuurt het verzoek om toestemming voor de wijziging via elk communicatiemiddel met bewijskracht naar de netbeheerder. Deze kennisgeving gebeurt aan de hand van het standaardformulier dat door de CWaPE, na overleg met de netbeheerders, is opgesteld en op hun websites is gepubliceerd. De procedure wordt voortgezet overeenkomstig artikel 20, §§ 2 tot 8, en kan leiden tot de ondertekening van een aanhangsel bij de overeenkomst.

Behalve de persoonsgegevens geïdentificeerd in artikel 35^{quater}decies, § 3, lid 3, van het decreet van 12 april 2001 en in artikel 19 van dit besluit, kan het formulier ook niet-persoonlijke informatie bevatten die noodzakelijk is voor het onderzoek van het dossier.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, maakt elke wijziging in verband met energiedelen binnen een energiegemeenschap die een wijziging inhoudt van de voorwaarden van de overeenkomst, zoals bedoeld in artikel 35^{quater}decies, § 3, achtste lid, van het decreet van 12 april 2001, en die geen herziening inhoudt van de toelating afgeleverd door de CWaPE, zoals bedoeld in artikel 35^{quater}decies, § 3, van hetzelfde decreet, voorafgaand aan de uitvoering ervan, het voorwerp uit van een wijziging van de overeenkomst. De vertegenwoordiger van de energiegemeenschap verstuurt het verzoek tot wijziging via elektronische weg naar de netbeheerder, met behulp van het standaardformulier dat door de CWaPE is opgesteld na overleg met de netbeheerders en dat op hun websites is gepubliceerd.

Behalve de persoonsgegevens geïdentificeerd in artikel 35^{quater}decies, § 3, lid 3, van het decreet van 12 april 2001 en in artikel 19 van dit besluit, kan het formulier ook niet-persoonlijke informatie bevatten die noodzakelijk is voor het onderzoek van het dossier.

Binnen de twintig werkdagen na ontvangst van de wijzigingsaanvraag, gaat de netbeheerder na of hij in het bezit is van alle nodige documenten en informatie om te bepalen of werd voldaan aan de technische voorwaarden met betrekking tot de energiedeelactiviteit zoals bedoeld in artikel 35^{quater}decies, § 1, 1e lid, 1° tot 4°, van het decreet van 12 april 2001 en voor gemeenschappen voor hernieuwbare energie de voorwaarden bepaald bij of krachtens artikel 35^{quint}decies van hetzelfde decreet. Indien van toepassing controleert hij de naleving van deze voorwaarden en:

1° als alle voorwaarden vervuld zijn of als de wijziging betrekking heeft op de verdeelsleutel en deze is opgenomen in de lijst van standaard verdeelsleutels zoals bedoeld in artikel 35^{sex}decies, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet, stuurt hij de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap per post of elektronische weg een voorstel voor een aanhangsel bij de overeenkomst bedoeld in artikel 35^{quater}decies, § 3, lid 8, van hetzelfde decreet;

2° als de wijziging betrekking heeft op de verdeelsleutel en deze niet is opgenomen in de lijst van standaard verdeelsleutels bedoeld in artikel 35^{sex}decies, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet, stelt hij de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap in kennis van de uitvoeringstermijn of van de redenen voor de afkeuring van de aangevraagde verdeelsleutel, stelt hij hem een alternatieve verdeelsleutel voor overeenkomstig artikel 19, § 1, lid 2;

3° indien hij niet over alle documenten en informatie beschikt die nodig zijn om de naleving van de technische voorwaarden met betrekking tot de activiteit energiedeling te onderzoeken of indien niet aan alle voorwaarden is voldaan, brengt hij de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap via elk communicatiemiddel met bewijskracht op de hoogte van de ontbrekende elementen of de vastgestelde niet-nalevingen en van het feit dat de geplande wijziging niet wordt geïmplementeerd.

Met betrekking tot 2° beschikt de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap over twintig werkdagen vanaf de ontvangst van het voorstel van de netbeheerder om zijn opmerkingen kenbaar te maken.

Indien overeenstemming wordt bereikt over de wijziging van de verdeelsleutel, stuurt de netbeheerder de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap binnen tien werkdagen na ontvangst van de opmerkingen door de netbeheerder, een voorstel tot aanhangsel bij de overeenkomst bedoeld in artikel 35^{quater}decies, § 3, lid 8, van het decreet van 12 april 2001.

De wijziging wordt niet doorgevoerd vóór de datum waarop het aanhangsel van kracht wordt. Standaard komt deze datum overeen met de twintigste werkdag na de dag waarop de netbeheerder de ondertekende overeenkomst heeft ontvangen. Op verzoek van de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap kan deze datum later vallen.

De minister kan de in lid 1 bedoelde wijzigingen nader omschrijven en daarvan een lijst opstellen.

§ 3. De netbeheerder informeert de leveranciers van de toegangspunten waarop de wijziging betrekking heeft uiterlijk vijftien werkdagen vóór de datum waarop de wijziging van de overeenkomst van kracht wordt.

Art. 22. § 1. Wanneer een activiteit op het gebied van energiedeling wordt beëindigd, informeert de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap de netbeheerder via elektronische weg over de gewenste datum waarop de activiteit op het gebied van energiedeling zal worden beëindigd; deze datum moet middernacht zijn. De netbeheerder moet deze informatie uiterlijk twintig werkdagen vóór de gewenste datum van stopzetting van de energiedeelactiviteit ontvangen. Als deze termijn niet wordt nageleefd, wordt de energiedeelactiviteit stopgezet op de twintigste dag na de datum van ontvangst van de informatie door de netbeheerder.

De netbeheerder informeert de leveranciers van de betrokken toegangspunten uiterlijk vijftien werkdagen vóór de datum waarop het aanhangsel van de overeenkomst voor energiedeling wordt stopgezet.

De netbeheerder brengt CWaPE op de hoogte van de stopzetting van de energiedeelactiviteit in overeenstemming met de procedures en het tijdschema bepaald door CWaPE.

§ 2. Wanneer een deelnemer zich terugtrekt uit de energiedeelactiviteit, wordt de procedure in artikel 21 van toepassing.

Art. 23. Indien de CWaPE vaststelt dat een energiegemeenschap niet voldoet aan de voorwaarden en verplichtingen opgelegd bij of krachtens het decreet van 12 april 2001, brengt ze de energiegemeenschap hiervan op de hoogte via elk communicatiemiddel met bewijskracht, met opgave van de redenen. Ze nodigt de energiegemeenschap uit binnen een termijn van maximaal een maand haar opmerkingen over te maken of maatregelen te nemen om aan de genoemde voorwaarden en verplichtingen te voldoen.

De CWaPE luistert hoort de energiegemeenschap die de aanvraag indient. De in lid 1 bedoelde termijn wordt in dat geval met één maand verlengd. Bij wijze van uitzondering kan de CWaPE de energiegemeenschap een extra maand de tijd geven om zich in orde te stellen.

Indien de energiegemeenschap na het verstrijken van de termijn nog steeds niet aan de voorwaarden voldoet, trekt de CWaPE de toelating tot energiedelen in, onverminderd de mogelijkheid om, indien nodig, een administratieve boete op te leggen overeenkomstig het decreet van 12 april 2001. Ze brengt de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap binnen een maand na het verstrijken van de termijn op de hoogte van haar beslissing en brengt ook de netbeheerder op de hoogte. Die laatste zal de leveranciers van de betreffende toegangspunten binnen vijf werkdagen informeren.

Bij intrekking van de machtiging wordt de ondertekende overeenkomst op dezelfde datum beëindigd, in overeenstemming met artikel 20, en beëindigt de netbeheerder de energiedeelactiviteit binnen vijf werkdagen.

Sectie 2 – Nabijheid

Art 24. De notie “nabijheid”, bedoeld in artikel 35quindécies, lid 2, van het decreet van 12 april 2001, voldoet aan een van de volgende criteria:

1° de installaties voor de elektriciteitsproductie, die gebruikt worden voor het delen van energie binnen de gemeenschap voor hernieuwbare energie, en de leden die gebruik maken van de elektriciteit geproduceerd door deze installaties bevinden zich op het grondgebied van eenzelfde gemeente, behalve in de volgende gevallen:

a) Wanneer een productie-installatie zich op het grondgebied van meerdere gemeenten bevindt, omvat het begrip “nabijheid” alle gemeenten waarin de installatie zich bevindt;

b) wanneer een van de productie-installaties een windturbine is die zich op minder dan negen kilometer bevindt van de grens tussen de gemeente waarin ze zich bevindt en een aangrenzende gemeente, strekt het begrip nabijheid zich uit tot de aangrenzende gemeente;

2° de aansluitpunten op het lokale distributie- of transportnet van de deelnemers van de energiegemeenschap en het aansluitpunt of de aansluitpunten op het lokale distributie- of transportnet van de energie-installaties waarvan de productie wordt gedeeld, moeten zich op het moment van de vergunningsaanvraag, vermeld in artikel 20, of de wijzigingsaanvraag, vermeld in artikel 21, met betrekking tot de aspecten waarop deze wijziging betrekking heeft, stroomafwaarts van hetzelfde hoogspanningstransformatorstation van de lokale transportnetbeheerder bevinden.

Als na toepassing van de uitzonderingen bedoeld in 1°, a) of b), blijkt dat het aldus verruimde nabijheidsbegrip een productie-installatie omvat die op het grondgebied van meerdere gemeenten is gelegen of een productie-installatie voor windenergie die op minder dan negen kilometer van een aangrenzende gemeente is gelegen, zijn de uitzonderingen bedoeld in 1°, a) en b), niet van toepassing op die installaties.

HOOFDSTUK 6 — Het bestuur informeren over de levering van groenestroomcertificaten

Art. 24. De CWaPE informeert het bestuur maandelijks:

1° over nieuwe energiedeelactiviteiten tussen actieve afnemers die collectief optreden in hetzelfde gebouw, van wijzigingen aan deze activiteiten en van stopzettingen, en deelt de data mee van het opstarten, wijzigen en stopzetten van deze energiedeelactiviteiten, alsook de contactgegevens van de aangewezen vertegenwoordiger;

2° over nieuwe energiedeelactiviteiten in een energiegemeenschap, van wijzigingen aan deze activiteiten en van stopzettingen, en deelt de data mee van het opstarten, wijzigen en stopzetten van deze energiedeelactiviteiten, alsook de contactgegevens van de vertegenwoordiger van de energiegemeenschap;

HOOFDSTUK 7 — Wijzigingsbepalingen op het besluit van de Waalse regering van 30 november 2006 betreffende de promotie van elektriciteit opgewekt met hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppelingen

Art. 25. § 1. In artikel 25 het besluit van de Waalse regering van 30 november 2006 betreffende de promotie van elektriciteit opgewekt met hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppelingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1:

a) in lid 1 worden de woorden “energiegemeenschappen en actieve afnemers die collectief binnen hetzelfde gebouw optreden voor elektriciteit die wordt verbruikt en afkomstig is van een energiedeelactiviteit, actieve afnemers voor elektriciteit die op peer-to-peer-basis wordt uitgewisseld” ingevoegd tussen de woorden “om hun eigen voorziening te waarborgen” en de woorden “en conventionele zelfproducenten”;

b) in hetzelfde lid worden tussen de woorden “tijdens het desbetreffende kwartaal” en de woorden “of de hoeveelheid elektriciteit” de woorden “, de hoeveelheid elektriciteit die tijdens het desbetreffende kwartaal is verbruikt en afkomstig is van een energiedeelactiviteit, de hoeveelheid elektriciteit die tijdens het desbetreffende kwartaal op “peer-to-peer”-basis is gedeeld” ingevoegd;

c) in lid 2 worden de woorden “energiegemeenschappen en actieve afnemers die collectief binnen hetzelfde gebouw optreden voor elektriciteit die wordt verbruikt en afkomstig is van een energiedeelactiviteit, actieve afnemers voor elektriciteit die op peer-to-peer-basis wordt uitgewisseld” ingevoegd tussen de woorden “om hun eigen voorziening te waarborgen” en de woorden “en conventionele zelfproducenten”;

d) in hetzelfde lid worden de woorden “leveringsaangiften” vervangen door “aangiften”;

2° in paragraaf 2 worden een 5° en 6° ingevoegd, luidende:

“5° voor energiegemeenschappen en actieve afnemers die collectief optreden binnen hetzelfde gebouw en die een energiedeelactiviteit uitvoeren, op basis van de verbruikte elektriciteit afkomstig van een energiedeelactiviteit en getransporteerd via het transportnet, het lokale transportnet of het distributienet;

6° voor actieve afnemers die een peer-to-peer-uitwisseling realiseren, op basis van de elektriciteit die op peer-to-peer-basis wordt uitgewisseld en die wordt getransporteerd via het transportnet, het lokale transportnet of het distributienet.”;

3° in paragraaf 5 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) tussen het lid 3 en lid 4 wordt een nieuw lid 4 ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Energiegemeenschappen, actieve afnemers die collectief handelen binnen eenzelfde gebouw en actieve afnemers die een verkoop doen via een peer-to-peer-uitwisseling, kunnen een korting genieten op het aantal groenestroomcertificaten dat, overeenkomstig de bepalingen van §§ 1 tot 3, moet worden ingediend bij het Bestuur wanneer een eindafnemer, zoals bedoeld in lid 1 en lid 2, deelneemt aan een energiedeelactiviteit binnen een energiegemeenschap of tussen actieve afnemers die collectief handelen binnen eenzelfde gebouw of in een peer-to-peer uitwisseling.”;

b) lid 6, thans lid 7, wordt aangevuld met de volgende zin:

“Wanneer de eindafnemer deelneemt aan een energiedeelactiviteit of een peer-to-peer-uitwisseling, wordt de vermindering van het aantal groenestroomcertificaten verdeeld in verhouding tot de volumes die worden gegenereerd door de energiedeelactiviteit, de peer-to-peer-uitwisseling en de levering.”;

c) in lid 7, thans lid 8, worden de woorden “, de energiegemeenschap, de aangewezen vertegenwoordiger van actieve afnemers die collectief optreden in hetzelfde gebouw of de actieve afnemer die een verkoop doet via een peer-to-peer-uitwisseling” ingevoegd tussen de woorden “de leverancier” en het woord “verstuurt” en na de woorden “ondertekend door de leverancier”;

d) in hetzelfde lid worden de woorden “, de energiegemeenschap, de aangewezen vertegenwoordiger van actieve afnemers die collectief optreden in hetzelfde gebouw of de actieve afnemer die een verkoop doet via een peer-to-peer-uitwisseling” ingevoegd tussen de woorden “gegevens van de leverancier” en de woorden “verstuurt” en de eindklant”;

e) in hetzelfde lid worden de woorden “of de volumes die resulteren uit de energiedeelactiviteit of de peer-to-peer-uitwisseling” ingevoegd tussen de woorden “het volume van de leveringen” en de woorden “, alsmede het kwartaal”;

f) in lid 8, thans lid 9, worden de woorden “, de energiegemeenschap, de aangewezen vertegenwoordiger van actieve afnemers die collectief optreden in hetzelfde gebouw of de actieve afnemer die een verkoop doet via een peer-to-peer-uitwisseling” ingevoegd tussen de woorden “de leverancier” en het woord “verstuurt” en tussen de woorden “ondertekend door de leverancier” en de woorden “en de eindklant”;

g) in hetzelfde lid worden de woorden “, de energiegemeenschap, de aangewezen vertegenwoordiger van actieve afnemers die collectief optreden in hetzelfde gebouw of de actieve afnemer die een verkoop doet via een peer-to-peer-uitwisseling” ingevoegd tussen de woorden “gegevens van de leverancier” en de woorden “verstuurt” en de eindklant”;

h) in hetzelfde lid worden de woorden “of de volumes die resulteren uit de energiedeelactiviteit of de peer-to-peer-uitwisseling” ingevoegd tussen de woorden “het volume van de leveringen” en de woorden “, van de eindklant”;

i) in lid 13, thans lid 14, worden de woorden “of elektriciteit uit een energiedeelactiviteit of peer-to-peer-uitwisseling” ingevoegd tussen het woord “levering” en de woorden “mogelijk maken”;

j) in hetzelfde lid worden de woorden “, de energiegemeenschap, de aangewezen vertegenwoordiger van actieve afnemers die collectief optreden in hetzelfde gebouw of de actieve afnemer die een verkoop doet via een peer-to-peer-uitwisseling” ingevoegd tussen de woorden “de leverancier” en de woorden “betrokkene moet”;

i) in hetzelfde lid worden de woorden “of elektriciteit uit een energiedeelactiviteit of peer-to-peer-uitwisseling” telkens ingevoegd na de woorden “deze levering” en na de woorden “van de levering”;

j) in lid 14, thans lid 15, worden de woorden “, de energiegemeenschappen, de aangewezen vertegenwoordigers van actieve afnemers die collectief optreden in hetzelfde gebouw of de actieve afnemers die een verkoop doen via een peer-to-peer-uitwisseling” ingevoegd tussen de woorden “eigen levering” en de woorden “of de zelfproducenten”;

§ 2. In artikel 30 van hetzelfde besluit:

1° in lid 1 worden de woorden “, de energiegemeenschappen, de aangewezen vertegenwoordigers van actieve afnemers die collectief optreden in hetzelfde gebouw of de actieve afnemers die een verkoop doen via een peer-to-peer-uitwisseling” ingevoegd tussen de woorden “eigen levering” en de woorden “en de zelfproducenten”;

2° j) in lid 2 worden de woorden “, de energiegemeenschap, de aangewezen vertegenwoordiger van actieve afnemers die collectief optreden in hetzelfde gebouw of de actieve afnemer die een verkoop doet via een peer-to-peer-uitwisseling” ingevoegd tussen de woorden “de leverancier” en de woorden “of netbeheerder”;

3° j) in lid 3 worden de woorden “, de energiegemeenschap, de aangewezen vertegenwoordiger van actieve afnemers die collectief optreden in hetzelfde gebouw of de actieve afnemer die een verkoop doet via een peer-to-peer-uitwisseling” ingevoegd tussen de woorden “eigen levering” en de woorden “of conventionele zelfproducent”.

HOOFDSTUK 8 — Slotbepalingen

Art. 26. De minister bevoegd voor Energie wordt gelast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 maart 2023.

Voor de regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en infrastructuur,
Ph. HENRY